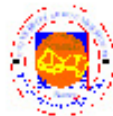




Projet APCAN



care

RAPPORT DEFINITIF

Evaluation finale du projet « Appui au dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires au Niger »

Denis Michiels

Dr Ibrahim Bangana

Octobre 2009

Sommaire

REMERCIEMENTS	I
LISTE DES SIGLES	II
RESUME	IV
1. INTRODUCTION	1
<hr/>	
1.1. Organisation du rapport	1
1.2. Présentation du projet	1
1.2.1. La zone d'intervention	1
1.2.2. Objectifs du projet	2
1.2.3. Résultats attendus du projet	3
1.2.4. Zone d'intervention et structures mises en place par le projet	4
1.2.5. Mode de fonctionnement des OSV et SCAP/RU	7
1.2.6. Stratégie d'intervention du projet	8
1.2.7. Bénéficiaires du projet	8
1.3. Méthodologie	9
1.3.1. Contexte avant le démarrage du projet	9
1.3.2. Questions clés de l'évaluation	10
1.3.3. Déroulement général de l'évaluation	12
1.3.4. Techniques et outils d'évaluation	13
2. LES REALISATIONS DU PROJET APCAN	15
<hr/>	
2.1. Résultat 1: le fonctionnement du DNP-GCA est amélioré en tenant compte des perspectives locales	15
2.2. Résultat 2 : Les causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire sont identifiées et analysées au niveau local et national	18
2.3. Résultat 3 : Une méthodologie de suivi de la vulnérabilité prenant en compte le niveau local est testée et validée au niveau national	20
3. GESTION DES RESSOURCES	25
<hr/>	

3.1. Ressources financières	25
3.1.1. Répartition du budget	25
3.1.2. Consommation du budget	26
3.2. Ressources humaines	26
4. ANALYSE (DES PERFORMANCES) PAR FONCTION	29
<hr/>	
4.1. Information	29
4.1.1. Résultats de l'enquête de préévaluation	29
4.1.2. Forces et faiblesses	32
4.2. Prise de décision et coordination	38
4.3. Interventions	40
5. EVALUATION DE LA LOGIQUE D'INTERVENTION	43
<hr/>	
5.1. Une démarche de qualité	43
5.2. Un partenariat scientifique prometteur	44
5.3. SAP: une alliance à intérêt mutuel	45
5.4. Des CS/R remobilisés	46
5.5. OSV : une légitimation du pouvoir communal	47
5.6. SCAP/RU : l'émergence d'un droit à la parole et un engouement démonstratif	49
6. CONCLUSIONS : BILAN DES CRITERES D'EVALUATION	52
<hr/>	
6.1. Pertinence et cohérence : très forte	52
6.2. Efficience : satisfaisante	53
6.3. Efficacité : satisfaisante	54
6.4. Impact : limité mais avec des effets indirects positifs	55
6.5. Durabilité : Fort potentiel	56
6.6. Innovation	57
7. RECOMMANDATIONS	58
<hr/>	
7.1. Recentrage des activités avant la fin de projet	58
7.2. Recommandations à court terme	59

7.3. Recommandations de moyen terme	61
-------------------------------------	----

ANNEXES	63
----------------	-----------

Programme de la mission	63
-------------------------	----

Réunions et focus group : Personnes présentes	67
---	----

Bibliographie	75
---------------	----

Guides d'entretiens	77
---------------------	----

Remerciements

Les consultants remercient vivement toutes les personnes rencontrées qui, par leur disponibilité et leurs appuis divers ont contribué au bon déroulement de la mission, en particulier :

- les femmes et les hommes des différentes communautés et communes, qui ont accepté de consacrer du temps aux entretiens malgré l'importante charge de travail à cette période de l'année ;
- les partenaires du projet, qui se sont rendus disponibles pour les entretiens et la participation à réunion de restitution ;
- l'ensemble de l'équipe du projet, qui a préparé les documents nécessaires à la conduite de la mission, organisé les visites de terrain et fait preuve d'une disponibilité constante ;
- les responsables de CARE au Niger pour les échanges fructueux sur le bilan et les perspectives de l'intervention APCAN.

Liste des sigles

AGRHYMET : Centre Régional de Formation et d'Application en Agro-météorologie et Hydrologie Opérationnelle

APCAN : Projet d'appui au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires

CARE: Cooperative Assistance Relief for Everywhere

CCA : Cellule des crises alimentaires

CC/SAP : Cellule de coordination du système d'alerte précoce

CILSS : Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

CNPGCA : Comité national de prévention et de gestion des crises alimentaires

CRESA : Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture

CRA: Centre Régional Agrhyet

CR/PGCA : Comité régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

CS/R (PGCA) : Comité sous-régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

DNPGCA : Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme alimentaire mondial

PROGRES Programme de Gestion Equitable des Ressources naturelles et de Renforcement

de la Société civile

SAP : Système d'alerte précoce

SCAP/RU : Structures communautaires d'alerte précoce et de réponses aux urgences

SDR : Stratégie de développement rural

SIMA : Système d'information sur les marchés agricoles

SIM/bétail : Système d'information sur les marchés à bétail

UNICEF Organisation des Nations Unies pour l'Enfance

Résumé

Présentation du projet

Mis en œuvre par Care International Niger, le projet d'Appui au dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires au Niger (APCAN) a démarré le 1^{er} janvier 2006 et doit prendre fin en décembre 2009. Financé par la Commission européenne (90 %) et Care Danemark (10 %) pour un montant d'un million €, il vise à améliorer la méthodologie de suivi de la vulnérabilité afin d'assurer une alerte précoce plus efficace intégrant l'échelle locale. Le projet a été expérimenté dans trois départements (Filingué, Tanout et Madarounfa) des régions de Tillabéry, Zinder et Maradi.

L'origine du projet s'inscrit dans une double volonté :

- d'approfondir l'expérience de Care Niger impliquée depuis de nombreuses années dans la sécurisation des conditions de vie des ménages au niveau local et dans des innovations méthodologiques de suivi de la vulnérabilité ;
- d'apporter des améliorations à la prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger à la sortie de la crise 2004/05.

Bilan des réalisations et de la démarche d'intervention

Malgré les contraintes de départ (critiques sur le fonctionnement du SAP et méfiance entre acteurs à la sortie de la crise 2005, diversité méthodologique, sensibilité politique des informations d'alerte), APCAN a pu rapidement initier trois activités clés : l'harmonisation des outils avec le système d'information national, une meilleure connaissance de la dynamique de la vulnérabilité des ménages et la mise en place de mécanismes locaux d'alerte précoce impliquant les communautés (SCAP/RU)¹ et les communes (OSV)².

¹ Structure communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences

² Observatoire de suivi de la vulnérabilité

Ces activités ont été menées à bien grâce à une démarche de qualité fondée sur le partenariat, la transparence et la participation. En effet, APCAN a associé dès sa conception la CC/SAP et deux partenaires scientifiques (CRESA et CRA) qui sont restés impliqués dans le pilotage stratégique et la réalisation d'activités (études et enquêtes, capitalisation et modélisation) tout au long du projet.

Actuellement, 18 OSV, couvrant l'ensemble des communes des trois départements tests, et 62 SCAP/RU à forte présence féminine, couvrant plus de 50 % des villages de ces communes, fournissent des informations locales sur le suivi de la vulnérabilité des ménages. L'harmonisation des outils permet une intégration de ces structures dans le dispositif national d'alerte ; les CS/R¹ jouant un rôle charnière dans la remontée et la validation des informations locales.

Le renforcement des capacités des structures d'alerte s'est trouvé au cœur de la programmation d'APCAN avec de nombreuses formations thématiques et de gestion des données. Trois ONGs et le CS/R de Tanout ont, en plus de l'équipe du projet, assuré un appui-conseil permanent aux structures locales.

Durant cette phase expérimentale, APCAN a ainsi démontré la capacité du dispositif à accroître fortement en fréquence et en précision les informations de sécurité alimentaire et à intégrer directement les populations, leurs élus et les organisations présentes localement dans le recueil des données et leur indispensable validation. Plusieurs aspects de la gestion des données (stockage informatique décentralisé, définition des zones agro-écologiques) et de leur valorisation (sous-exploitation de l'analyse des informations en région comme à Niamey, confidentialité de leur diffusion, sous-utilisation des résultats d'enquêtes structurelles) ont donné des résultats moins probants.

Le projet ne disposait pas de financement pour subventionner les réponses aux alertes, ce qui l'a pénalisé dans l'amélioration des autres fonctions d'un dispositif d'alerte et de réaction rapide. Toutefois, on peut observer localement des progrès en matière d'accélération du processus d'alerte et de prise de décision, une stimulation de la recherche locale de solutions ainsi qu'une plus grande coordination des acteurs. Faute de fonds locaux disponibles pour combattre les urgences, la subsidiarité demeure en grande partie théorique ; les interventions du DNP-GCA restent la règle au delà d'un certain seuil d'insécurité alimentaire.

Plusieurs activités sont encore en cours dont la capitalisation et la modélisation du dispositif qui ne connaîtront pas une forme aussi aboutie qu'espérée dans le document de projet. Le processus de recherche-action ne contribuera que de façon limitée aux

¹ Comité sous-régional du dispositif de prévention et gestion des crises alimentaires

enseignements souhaités avant la répliation dans d'autres départements, notamment sur le fonctionnement des SCAP/RU (adaptation de la fréquence des réunions, répartition des membres entre village central et villages satellites, organisation adéquate en zone pastorale, validation de la fiche NEC et en général des indicateurs liés au pastoralisme). Aussi, la modélisation a connu un retard conséquent empêchant la mise à disposition, malgré la forte demande, d'un modèle testé et validé d'aide à la décision.

Conclusions

En 2006, Care constitue sans doute l'organisation au Niger la plus expérimentée et préparée pour répondre à la complexité des défis à relever. La **pertinence** de l'initiative APCAN et de sa logique d'intervention est remarquable, dévoilant des avancées méthodologiques et d'organisation partenariale. Le projet s'avère en totale **cohérence** avec la politique sectorielle (Stratégie de Développement Rural réalisée à travers le Dispositif de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires) ainsi qu'avec le programme de Care Niger (l'action s'intégrant dans une amélioration continue des systèmes d'alerte communautaires et dans le renforcement des capacités des populations vulnérables en impliquant au premier chef les femmes).

Dans la réalisation des activités, APCAN a démontré une **efficience et efficacité** satisfaisantes. L'efficience est renforcée par la rigueur de la gestion financière, les faibles coûts liés à l'implantation et au fonctionnement des SCAP/RU –dans lesquels le bénévolat constitue la règle– et un coût réduit des formations par un processus d'encadrement en cascade. A l'opposé, les retards engendrés dans certaines activités et des appuis techniques moins performants qu'attendus l'ont pénalisée. En matière d'efficacité, une majorité de résultats ont été atteints.

Si l'**impact** du projet a été limité en comparaison d'objectifs initiaux trop ambitieux, les effets induits ont révélé l'adéquation de la démarche afin de résoudre nombre des contraintes posées au DNPGCA et surtout à la CC/SAP en matière de suivi de la vulnérabilité. APCAN a aussi permis de remobiliser les CS/R, de légitimer l'action communale et de soulever un engouement impressionnant dans les villages où sont implantés les SCAP/RU. En ouvrant le Dispositif national à de nouveaux acteurs, celui-ci gagne en crédibilité et transparence dans l'allocation des ressources.

Ces derniers constats concrétisent le potentiel important de **viabilité** qui se dessine au terme du projet. L'intérêt et la motivation des communautés et des communes sont indéniables. Ils constituent les gages d'une perpétuation des activités à la condition, toutefois, d'obtenir certains appuis permettant de maintenir un niveau de performances satisfaisant. Plusieurs acteurs (ONG, AREN) ont d'ores et déjà emprunté des principes de la méthodologie APCAN dans leur propre zone d'intervention ; la CC/SAP souhaitant répliquer l'expérience dans ses autres départements tests.

Recommandations

Recentrage des activités avant la fin du projet

Le projet devrait recentrer son programme technique sur une série limitée d'activités d'ici fin octobre : la publication du document de capitalisation en coordination avec le CRESA, les guides méthodologiques, la présentation des résultats du projet en ateliers et l'état d'avancement de la modélisation.

Recommandations à court terme

L'expérience APCAN comporte de nombreux éléments positifs qu'il s'agit de faire perdurer avec une poursuite de ses financements.

Le moyen le plus efficace de maintenir un réseau local performant consiste à développer des instruments de gestion des risques de proximité en réponse plus directe aux crises vécues par les populations. Une gestion locale des crises avérées, voire en amont des alertes, offre plusieurs avantages dont une meilleure prévisibilité de l'aide et une implication et responsabilisation accrues des populations et des communes.

En outre, les recommandations portent sur la consolidation du réseau existant dans la perspective de sa pérennisation. Si une prolongation de financement est octroyée, cette période de transition devrait être mise à profit afin de : perfectionner l'organisation des SCAP/RU, compléter progressivement le maillage des villages des trois départements, renforcer les capacités analytiques des OSV et CS/R ainsi que réfléchir et tester des moyens de transmission plus performants.

Cette période de transition devra aussi trouver des solutions durables au fonctionnement du réseau en terme institutionnel et organisationnel (lien avec le SAP et le DNPGCA) ainsi que de sa prise en charge financière (contribution des différentes parties intéressées c-à-d membres du DNPGCA, communes, communautés).

Enfin, il serait souhaitable de poursuivre le travail de modélisation mais en posant des conditions dans le cahier des charges, notamment pour s'assurer que le modèle intègre bien les facteurs de crise d'accessibilité.

Recommandations de moyen terme

Les potentialités découlant de l'expérience APCAN menée par Care avec les partenaires principaux de l'action incite à recommander une extension des OSV et SCAP/RU à d'autres départements du Niger .

La mise en place de dispositifs décentralisés de prévention et gestion des crises alimentaires, en synergie avec le DNPGCA agissant au niveau national, offre également

l'opportunité de renforcer la capacité globale du Niger à répondre à l'insécurité alimentaire récurrente.

1. Introduction

1.1. Organisation du rapport

Ce rapport d'évaluation finale du projet APCAN est organisé en 7 chapitres :

- Le premier, qui correspond à la présente introduction, vise à fournir au lecteur les éléments de contexte nécessaires à la compréhension des analyses et recommandations formulées dans les chapitres suivants. Dans cette perspective, il est composé de deux sections : la première présente les principales caractéristiques du projet (zone d'intervention, fonctionnement, ...) ; la seconde expose succinctement la démarche mise en œuvre pour conduire l'évaluation.
- Les chapitres 2 à 5 constituent la partie centrale du rapport. Ils présentent les résultats de l'évaluation en traitant des réalisations et de la gestion des ressources financières et humaines. Puis, les deux chapitres suivants analysent les performances par fonction d'un dispositif d'alerte et de réponse ainsi que la qualité de la démarche.
- L'avant-dernier chapitre propose sous la forme de conclusions une synthèse des analyses précédentes sous la forme des critères habituels d'évaluation : pertinence, efficience, efficacité, impact et durabilité. Le dernier est consacré aux recommandations.

Un résumé de l'ensemble de l'analyse et des propositions est placé en tête du document.

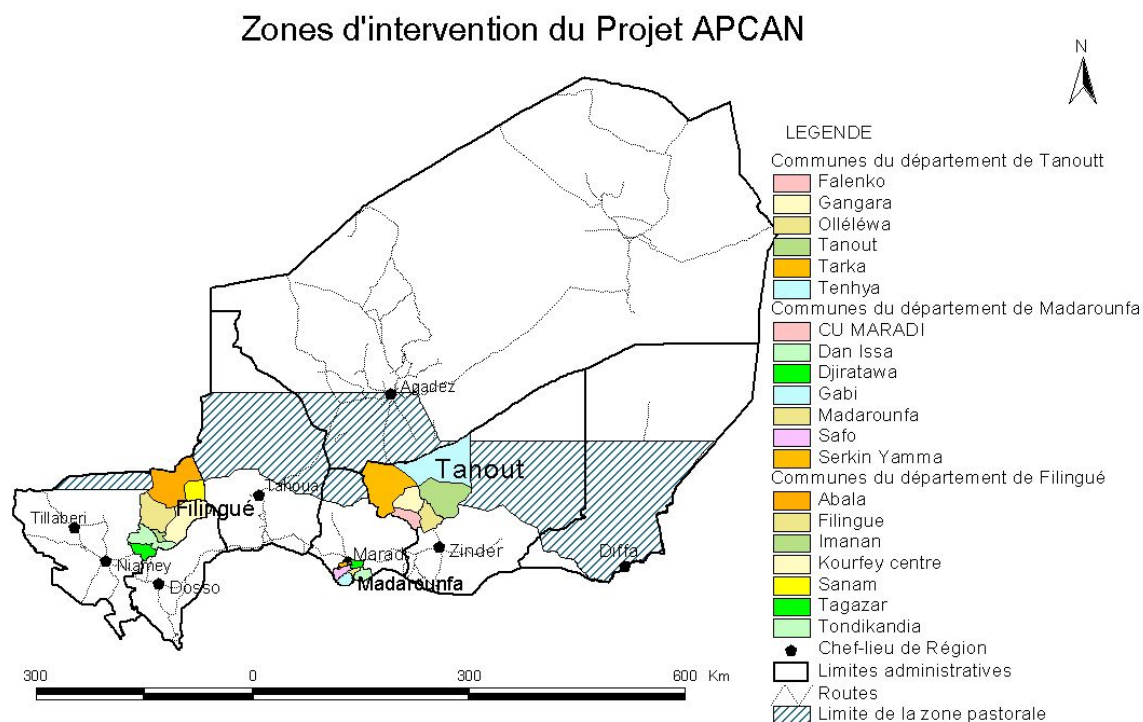
1.2. Présentation du projet

1.2.1. La zone d'intervention

Abrité par CARE International Niger, le projet APCAN est une action d'appui institutionnel au DNP-GCA sur une durée de vie de quatre ans (1er janvier 2006 - 31 décembre 2009). Il est financé pour un montant total de 999 463 Euros dont 90 % octroyé par l'Union Européenne, et 10 % par CARE Danemark.

Il intervient dans trois départements : Madarounfa, Filingué et Tanout (figure n°1).

Figure n°1



1.2.2. Objectifs du projet

Le projet APCAN poursuit deux objectifs globaux :

- contribuer à réduire la vulnérabilité et la pauvreté des ménages par le renforcement des mécanismes de prévention et de suivi de la vulnérabilité au niveau local ;
- améliorer les performances du DNP-GCA

L'objectif spécifique du projet APCAN est d'améliorer la méthodologie de suivi de la vulnérabilité, pour assurer une alerte précoce plus efficace intégrant l'échelle locale. Le projet doit consolider la capacité des acteurs nationaux à prévenir les crises alimentaires, en associant les acteurs locaux dans le système. La stratégie repose sur un processus de recherche-action méthodologique qui permet l'intégration de tous les acteurs dans le

dispositif national existant, du niveau local (village et ONG) au national, en passant par les niveaux communal et départemental.

1.2.3. Résultats attendus du projet

Trois principaux résultats sont attendus :

- le fonctionnement du dispositif national d'alerte précoce et de réponses aux urgences est amélioré en tenant compte des perspectives locales ;
- les causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire sont identifiées et analysées au niveau local et national ;
- une méthodologie de suivi de la vulnérabilité intégrant le niveau local est testée localement et validée au niveau national.

De façon détaillée, le projet APCAN doit assurer les activités :

- **Résultat 1 :**

- ⇒ Analyse et harmonisation des outils du dispositif actuel d'alerte précoce ;
- ⇒ Renforcement des capacités des structures chargées de l'alerte précoce aux différents niveaux ;
- ⇒ Mise en place des observatoires sur le suivi de la vulnérabilité ;
- ⇒ Mise en place d'un mécanisme de concertation fonctionnel sur le suivi de la vulnérabilité (réseau d'acteurs à l'échelle nationale) ;
- ⇒ Suivi et évaluation de la performance du nouveau dispositif SAP.

- **Résultat 2 :**

- ⇒ Etat des lieux sur la situation de vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménages (aspects socio-économie, nutrition...)
- ⇒ Enquête sur la dynamique de la vulnérabilité des ménages ;
- ⇒ Edition et publication de l'étude sur la dynamique de vulnérabilité des ménages ;

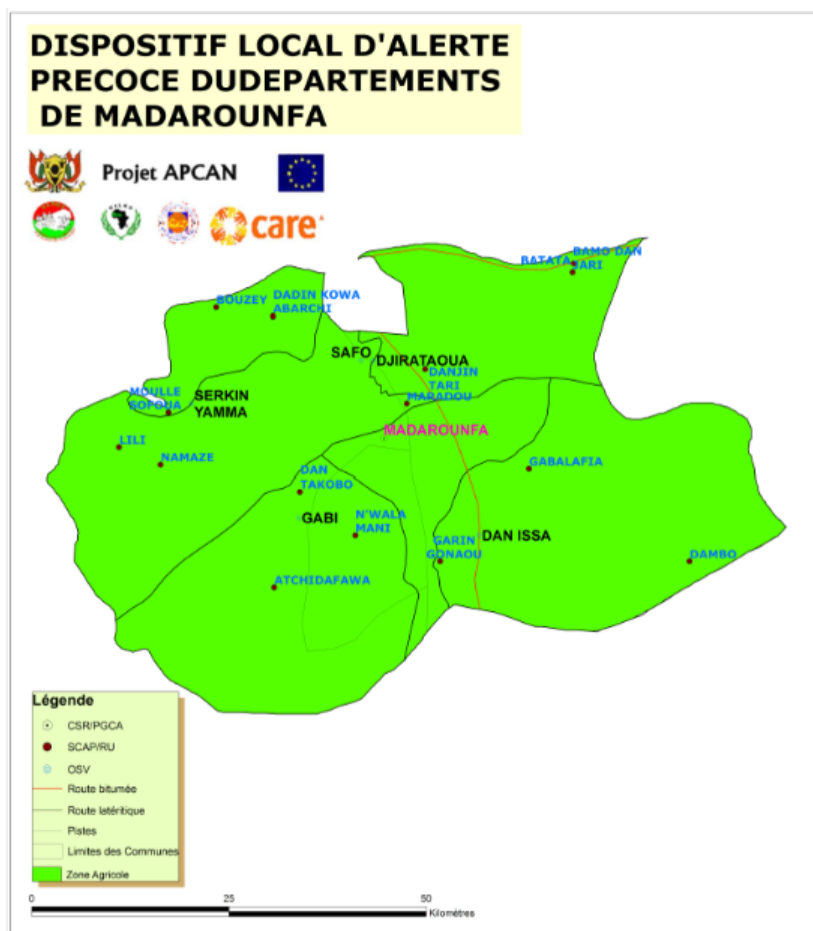
- **Résultat 3 :**

- ⇒ Mise en place d'un dispositif de recherche action aux différents niveaux (du national au local) ;
- ⇒ Mise en place des mécanismes locaux d'alerte précoce et phase test ;
- ⇒ Validation et Modélisation du dispositif ;
- ⇒ Partage et diffusion de la méthodologie ateliers locaux et nationaux).

1.2.4. Zone d'intervention et structures mises en place par le projet

Le projet APCAN intervient dans trois départements du Niger répartis dans trois régions différentes. Dans chaque département, il intervient dans les communes suivantes :

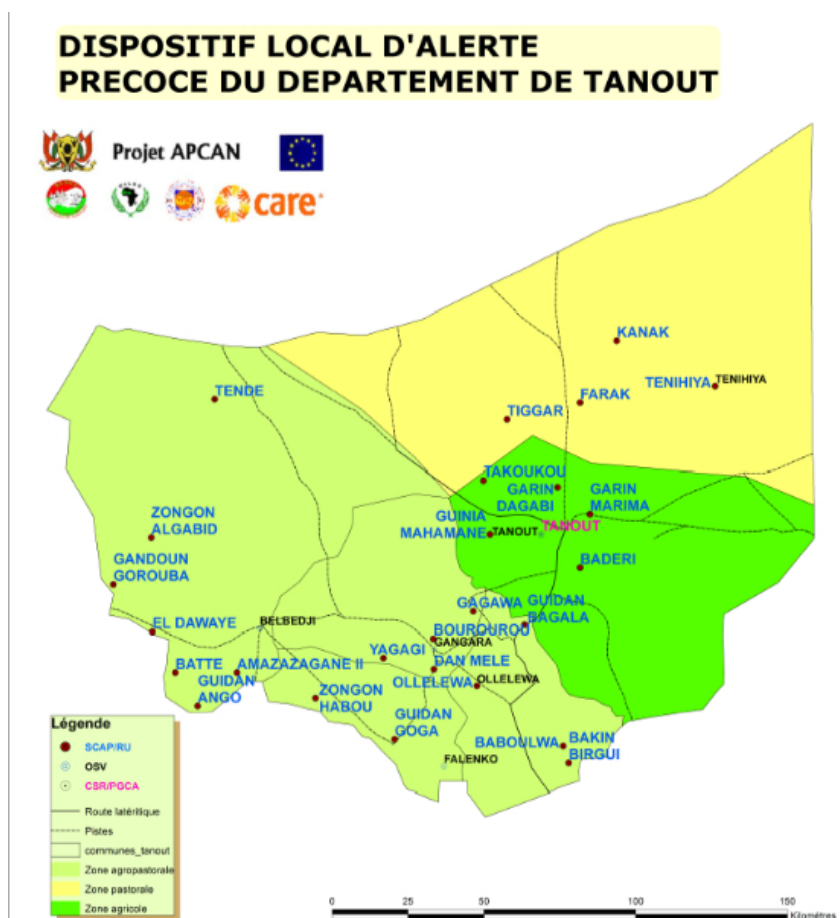
- Djirataoua, Dan Issa, Gabi, Safo et Sarkin Yamma, dans le Département de Madarounfa, Région de Maradi ;



- Tagazar, Tondikandja, Imanan, Kourfeye Centre, Sanam, Filingué commune et Abala, dans le Département de Filingué, Région de Tillabéry ;



- Tenhya, Tarka, Olléléwa, Gangara, Falanco et Tanout, dans le Département de Tanout, Région de Zinder.



Au niveau de chacune de ces communes, le projet APCAN a mis en place un Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) présidé par le Maire et comptant plusieurs membres : élus locaux, chefs traditionnels, représentants des services techniques, de la société civile et des projets/ONG/associations intervenant dans la commune. A l'intérieur des communes, il a aussi mis en place des Structures Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP/RU), de 24 membres dont 75 % sont des femmes et 25 % des hommes. Le SCAP/RU est dirigé par un président (le chef du village central) et composé d'un secrétaire général, d'un rapporteur et des membres répartis par secteur d'activités (sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé humaine et animale, relations sociales, environnement et gestion des ressources naturelles). Il couvre un certain nombre de villages se trouvant dans un rayon de 5 km par rapport au village central. Leur répartition dans les communes tient compte du zonage agro écologique et socio-économique du territoire communal.

1.2.5. Mode de fonctionnement des OSV et SCAP/RU

Les OSV et SCAP/RU ont été mis en place pour compléter la chaîne du DNP-GCA, qui s'arrêtait auparavant à l'échelle départementale. Ces nouvelles structures sont désormais le nouveau cadre d'utilisation des outils harmonisés, d'analyse des données et d'envoi des informations. Elles constituent aussi le premier niveau de prise de décisions sur le suivi de la vulnérabilité.

L'OSV s'occupe du niveau communal où il est chargé de la collecte, de l'analyse, du rapportage et de la diffusion de l'information. Il doit prendre des initiatives locales et proposer des décisions de réponses d'urgence. Il doit aussi impulser le mécanisme de suivi de la vulnérabilité au niveau de la commune et des SCAP/RU. Il fonctionne sur la base de réunions mensuelles de validation des indicateurs et d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire au niveau communal.

Quant au SCAP/RU, il s'occupe du niveau communautaire où il est chargé également de la collecte, de l'analyse, du rapportage et de la diffusion de l'information. Il prend aussi des initiatives communautaires et propose des réponses aux urgences. Tous les quinze (15) jours, il tient des réunions de validation des indicateurs et d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire au sein des communautés villageoises qu'il couvre. L'information est ensuite consignée sur une fiche soumise à l'appréciation de l'assemblée générale communautaire, pour amendement, diffusion et proposition de réponses.

Pour remplir ses tâches, l'OSV doit utiliser les outils suivants :

- outil d'identification des zones vulnérables dans la commune ;
- outil de suivi permanent des zones vulnérables et des groupes vulnérables avec la fiche de synthèse du suivi permanent des zones vulnérables ;

Quant au SCAP/RU, il doit utiliser les outils suivants :

- outil d'identification des ménages les plus vulnérables au niveau communautaire ;
- outil de suivi bimensuel des ménages et groupes vulnérables, à travers la fiche de collecte des données SCAP/RU.

1.2.6. Stratégie d'intervention du projet

La stratégie d'intervention du projet repose sur les axes suivants :

- le développement d'un partenariat dynamique avec la CC/SAP, les partenaires scientifiques (CRA et CRESA) et les acteurs locaux ;
- l'entretien d'un partenariat avec les organisations de la société civile, pour renforcer les capacités des structures d'alerte précoce aux niveaux départemental, communal et communautaire ;
- l'implication des communautés locales par une approche participative et itérative, en vue de renforcer leurs capacités en matière d'alerte précoce ;
- la valorisation de l'existant afin de capitaliser les meilleures pratiques traditionnelles en matière d'alerte précoce ;
- le développement d'une dynamique d'innovation/changement à travers la recherche-action, l'approche holistique et l'apprentissage continu ;
- l'action concertée avec la CC/SAP pour agir selon l'approche programme dans les départements tests, afin d'élargir le champ de l'expérimentation ;
- la garantie de plus de qualité et de durabilité dans les activités mises en oeuvre.

Pour améliorer la concertation et la synergie entre partenaires, le projet APCAN a créé un Comité technique (CT), présidé par la CC/SAP. Le CT se réunit au moins une fois par an pour veiller à la qualité des services, en faisant la revue des activités du projet et la programmation des activités comme le partage du rapport d'activités ou l'élaboration du devis programme.

1.2.7. Bénéficiaires du projet

Les bénéficiaires directs du projet APCAN sont les ménages vulnérables, les villages et campements dont les capacités d'alerte précoce sont renforcées à travers les SCAP/RU, les conseillers communaux de la zone d'intervention, les autorités administratives et services techniques déconcentrés du DNP-GCA (CR PGCA et CS/R PGCA) et les structures nationales du DNP-GCA (CC/SAP et CCA). Les bénéficiaires indirects du projet sont les

décideurs politiques, les partenaires financiers et techniques, les organisations de la société civile, les autres communes du pays, les communautés et l'ensemble des ménages vulnérables du Niger.

1.3. Méthodologie

Décrire la situation qui prévaut avant le démarrage du projet APCAN est indispensable à la compréhension des enjeux auxquels il a été confronté et des défis qu'il a eu à relever. C'est pourquoi, il est rappelé dans un premier temps les différents éléments du contexte qui servent ensuite à identifier des questions clés de l'évaluation.

1.3.1. Contexte avant le démarrage du projet

L'environnement des systèmes d'informations sur la vulnérabilité et l'alerte précoce qui prédomine est caractérisé par :

- **Un décalage croissant entre les variables suivies et les facteurs d'insécurité alimentaire** : La crise 2005 s'est révélée être une crise d'accessibilité dans un contexte régional de déficit d'offre alimentaire doublée d'une crise nutritionnelle. Les racines de cette crise sont à attribuer à une combinaison d'éléments structurels et conjoncturels qui sont peu ou mal appréciés. Parmi ceux-ci, on peut évoquer l'absence de suivi et de compréhension de la malnutrition, les interconnexions dans les flux de produits alimentaires dans la sous-région, les ressources monétaires provenant d'activités telles que les migrations, la pauvreté croissante d'une part de la population rurale (non accès aux facteurs de production : bétail, terre), ...

- **Une diversité des méthodologies** : Tant au Niger que dans la région CILSS, les intervenants d'horizon divers (ONGs, Organisations régionales et internationales, systèmes nationaux) ont développé des outils et analyses de la sécurité alimentaire spécifiques à leurs besoins. Tous les SAP nationaux disposent de leurs propres méthodologies d'analyse de la vulnérabilité. Au Niger, à côté du SAP, Care, Aquadev, FEWS net, PAM, ... ont mis en place leurs propres outils.

Afin de canaliser cette dispersion et rendre comparable les analyses, le CILSS et plusieurs autres organisations (PAM/VAM, Care) cherchent à la fin des années 1990 et début 2000 à les faire converger et décident de collaborer à un cadre harmonisé mais sans succès opérationnels pendant plusieurs années.

Care, outre le développement d'enquêtes d'économie des ménages, intègre progressivement dans plusieurs de ses projets le concept d'alerte communautaire. Les expériences de plusieurs projets (Care SCVM à Dakoro, caisse MMD à Diffa en zone pastorale, ISAN à Birni) ainsi que celles d'autres partenaires (Africare, CRS, Unicef) cherchant à développer un système d'alerte à la base vont se cumuler pour aboutir à la notion de SCAP/RU.

- **Un cloisonnement institutionnel et organisationnel** : A la sortie de la crise 2005, il règne une grande méfiance entre le dispositif officiel, SAP, et les structures impliquées dans l'alerte à l'échelle infra-nationale telles que la pratiquent certaines ONGs. Cette méfiance a été accentuée par l'arrivée d'organisations humanitaires qui tentent, souvent sans faire grand cas des structures existantes, de mettre sur pied de nouveaux systèmes d'information. De par sa légitimité que lui donnent les textes officiels, le SAP est peu enclin à faire évoluer sa méthodologie et à développer des collaborations à l'extérieur de l'administration. Les diverses assistances techniques dont il a bénéficié ont souvent eu dû mal à apporter des améliorations organisationnelles et techniques.

Enfin, le ciblage des zones et populations vulnérables est fréquemment contesté par des acteurs extérieurs au système de même qu'est décriée la liste des villages déficitaires par les populations non bénéficiaires des aides.

- **Une évolution du contexte politique** : L'année 2004 est marquée par l'installation des maires et de leurs conseils communaux sur l'ensemble du territoire nigérien. La décentralisation confère à ces nouvelles entités que sont les communes, un rôle de premier plan dans leur aménagement et leur développement. Les populations locales trouvent aussi des interlocuteurs directs afin d'améliorer leurs conditions de vie et de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, la crise 2005 a été gérée par les autorités nigériennes avec de nombreux soubresauts, peu habituées à la médiatisation extrême de l'évènement. Des tensions sont survenues entre les différentes catégories d'acteurs (gouvernement, bailleurs de fonds, société civile, organisations humanitaires) mais aussi en leur sein. La crise passée, on a assisté à une certaine reprise en main de la gestion des crises et de l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle par les autorités nigériennes. Traditionnellement, le DNP-GCA, dispositif paritaire Etat-donateurs, monopolisait les outils de réponse aux crises. Depuis 2005, les autorités avec le stock d'intervention logé à l'OPVN se sont dotées d'un outil direct d'intervention. De même, certains partenaires ont été critiqués pour la diffusion d'information alarmantes voire ont dû cesser temporairement leurs activités (cas de MSF France).

1.3.2. Questions clés de l'évaluation

Le contexte à l'origine de l'initiative APCAN permet d'identifier les questions qui permettent de juger de l'atteinte des résultats du projet :

- La méthodologie de suivi des populations développée par APCAN prend-t-elle en compte les facteurs évolutifs de l'insécurité alimentaire ? Constitue-t-elle un instrument efficace d'alerte ?
- Quelle est la fonctionnalité du système d'alerte mis en place ? Les informations et les analyses d'APCAN sont-elles prises en compte par le DNP-GCA tant pour l'alerte que pour la réponse ?
- La méthodologie développée par APCAN constitue-t-elle une approche supplémentaire, une approche complémentaire à celles existantes, une approche fédérative visant une harmonisation ?
- Quelle logique organisationnelle et partenariale a été mise en place afin d'accroître la prévention et la gestion locale des crises ? APCAN a-t-il pris en compte les évolutions liées à la décentralisation ? Le ciblage des populations vulnérables est-il plus consensuel que par le passé ?

A ce premier lot de questions, les entretiens du début de l'évaluation ont amené à compléter la liste :

- Quel est le degré de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours ?
- Comment le projet a-t-il géré les difficultés telles que le bénévolat, la modélisation, le nombre d'échelons administratifs entre les communautés et le national ?
- A la fin de cette phase d'expérimentation, le dispositif mis en place peut-il être considéré performant et durable ? Constate-t-on une différence entre les zones qui ont servi à la phase test ?
- Quelles sont les conditions nécessaires pour passer à une phase d'extension ? Sur quelle structure faut-il s'appuyer pour encadrer la mise en place et l'appui-conseil de futurs OSV et SCAP/RU ? Quel est le coût pour maintenir une information fiable depuis les communautés ? Quelles structures peuvent participer au coût du dispositif local ?
- Dans quelle mesure, le projet a eu des effets sur les conditions de vie des ménages ?
- Avec une forte contenance institutionnelle et logique partenariale, le projet a-t-il répondu aux attentes de renforcement de capacités ? Quelle est l'efficacité des formations en cascade ?
- Quels sont les moyens de transmission des informations les plus efficaces ?
- Les acteurs locaux (bénéficiaires, communes, administration, services techniques, projets/ONGs) sont-ils impliqués et motivés par les activités du projet ? Les femmes jouent-elles un rôle spécifique dans cette motivation ?
- En intégrant le circuit officiel de remontée des informations à partir du département, le système d'alerte local peut-il demeurer un système léger, rapide et transparent d'aide à la décision ?
- Quelles sont les recommandations principales pour une phase ultérieure comprenant un volet de réponse et d'interventions suite à l'alerte ?

Notre approche méthodologique s'est focalisée sur les réponses aux principales questions mentionnées ci-dessus en considérant les différents critères d'évaluation tels que formulés

dans les termes de référence de l'étude. Cela nous permettra d'atteindre les objectifs de l'évaluation finale ainsi que les résultats attendus.

1.3.3. Déroulement général de l'évaluation

L'évaluation finale s'est déroulée en deux phases :

- rencontres à Niamey,
- visites sur le terrain.

Rencontres à Niamey

La mission a démarré le 23 Aout 2009 à Niamey. Les rencontres (voir annexe), selon la disponibilité des acteurs identifiés se sont déroulées en deux étapes : avant et après la visite de terrain.

L'objectif de ces rencontres était de recueillir auprès des partenaires (membres du Comité Technique APCAN) leur appréciation du projet et pour les partenaires scientifiques la manière dont le partenariat a été mené.

Visites de terrain

Sur la base du chronogramme de la phase terrain (annexe), du 27 Aout au 04 Septembre 2009, les deux consultants, accompagnés du chef du projet puis par la suite de l'Assistant technique chargé du renforcement de capacité du projet, se sont rendus dans les trois (3) régions couvertes par le projet et ont rencontré : 1 Comité Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, 3 comités sous régionaux, 6 Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV), des représentants de deux OSV pastoraux, 7 systèmes communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP/RU). Deux SCAP/RU prévus n'ont pu être visités à cause de l'inaccessibilité due aux pluies ; un d'entre eux a été remplacé. D'autres rencontres ont été organisées avec le bureau régional de l'AREN à Maradi, AQUADEV à Zinder, PROGRES à Maradi, JEDEL à Filingué, l'ancien assistant en suivi et évaluation d'APCAN à Konni.

Débriefing

Le debriefing s'est déroulé le 07 Septembre 2009 en présence de l'équipe du projet, des responsables de CARE, de la plus part des membres du comité technique du projet. Au cours de cette rencontre, les évaluateurs ont présenté les premiers constats de l'évaluation finale du projet APCAN qui s'articulent autour de :

1. le contexte initial
2. les questions clés et la méthodologie
3. les réalisations du projet
4. la gestion des ressources

5. l'analyse par fonction
6. l'évaluation de l'approche
7. le bilan : critères d'évaluation
8. les recommandations

Des échanges, fort enrichissants, ont été enregistrés lors du débat qui a suivi cette présentation notamment la question de durabilité du projet, son extension, sa modélisation, la capitalisation, la répartition agro écologique des zones,...

1.3.4. Techniques et outils d'évaluation

Une importante documentation sur le projet a été fournie par l'équipe du projet aux consultants. Elle a servi de base à la collecte des informations secondaires sur le projet. D'autres informations primaires nécessaires à l'évaluation finale ont été collectées auprès des personnes ressources des différentes structures et institutions membres du comité technique du projet, du comité régional de prévention et de gestion des crises alimentaires, des comités sous régionaux, des échantillons d'OSV et de SCAP/RU mises en place par le projet ainsi que de certaines ONG et associations intervenant et ayant des approches semblables dans les mêmes zones qu'APCAN.

Les techniques utilisées d'évaluation sont celles relatives aux interviews sous forme de focus group, de l'approche participative au niveau de chacun des acteurs identifiés. Des guides d'entretien en fonction du groupe cible (C/SR, OSV/SCAP/RU) ont été élaborés et ont constitué les outils de cette évaluation.

Une enquête de préévaluation a été réalisée avant l'arrivée des consultants. Le rapport en version provisoire a permis aux consultants de les orienter dans la sélection des SCAP/RU et OSV visités durant les visites de terrain. Ce rapport a également servi à étayer certaines observations et constats de la mission d'évaluation.

Les différents éléments de réponse collectés ont permis aux évaluateurs d'analyser, de tirer les leçons et de faire des recommandations. Le bilan a permis de caractériser les critères d'évaluation.

Limites de l'évaluation

Plusieurs limites à l'exhaustivité de l'évaluation et à l'approfondissement des analyses sont à signaler :

- l'insécurité a empêché la mission de se rendre dans les zones pastorales en plus des contraintes qu'elle a provoqué à l'équipe du projet et aux partenaires tout au long de la durée d'activités;
- la courte durée de la mission d'évaluation a obligé les consultants à réduire leurs travaux d'investigation, notamment en ce qui concerne :

- le recueil d'informations dans des villages satellites et les villages non couverts par les SCAP/RU ;
- l'exploitation des fiches de suivi, des bases de données et des bulletins SAP.

2. Les réalisations du projet APCAN

Le projet APCAN a pour objectif général l'amélioration des performances du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires. Son objectif spécifique est l'amélioration de la méthodologie de suivi de la vulnérabilité pour assurer une alerte précoce plus efficace intégrant l'échelle locale, testée dans trois départements vulnérables (Filingué, Madarounfa, Tanout). Trois résultats sont attendus et douze activités ont été programmées en vue d'atteindre ces résultats.

L'analyse du degré de réalisation de ces activités (tableau n° 1) montre que cinq activités ont été réalisées avec un degré élevé, trois activités avec un degré moyen, une avec un degré passable et trois sont en cours de réalisation.

2.1. Résultat 1: le fonctionnement du DNP-GCA est amélioré en tenant compte des perspectives locales

Activité A.1.1 : Analyse et harmonisation des outils du dispositif actuel d'alerte précoce

Une première étude a permis d'inventorier et comparer les outils et analyses des différents acteurs mobilisés dans le recueil et le traitement des informations liées à la sécurité alimentaire au Niger. Au cours d'un atelier organisé en Décembre 2006, cinq outils ont fait l'objet d'un consensus :

- Fiche synthèse d'identification des zones vulnérables à l'échelle communale
- Fiche de suivi des zones vulnérables (version APCAN niveau communal)
- Fiche de synthèses (synthèse des informations provenant des communes)
- Fiche SCAP/RU destinée au niveau communautaire
- Outils de ciblage des populations vulnérables

Ces différents outils ont été introduits et testés dans le cadre de recherche action d'APCAN. Cette activité a été menée à bien tout au long de l'année 2006.

Si les activités réalisées correspondent au cahier des charges défini dans le document de projet, on peut regretter l'absence d'analyse rétrospective et comparée sur les résultats des différentes méthodes d'évaluation de la vulnérabilité. Il aurait pu être intéressant de mettre en avant d'éventuels écarts sur les prévisions ou les diagnostics de vulnérabilité afin d'en comprendre les raisons et ainsi compléter le panorama des forces et faiblesses.

Activité A.1.2 : Renforcement des capacités des structures chargées de l'alerte précoce aux différents niveaux

Cette activité du projet a été, en termes d'appui au DNPGCA, capitale dans le renforcement de capacité des différents acteurs à tous les niveaux. Plusieurs formations relatives aux outils harmonisés (SCAP/RU, OSV), à l'informatique, au traitement et à l'analyse des données (CC/SAP, CR/PGCA, CSR/PGCA, CRA, CRESA), à la gestion de la base de données (CC/SAP, CR/PGCA, CSR/PGCA, CRA, CRESA) ont été dispensées. En 2009, elles ont concerné d'autres thématiques : malnutrition infantile, VIH/Sida, NEC.

Ces formations ont été menées « en cascade » en raison des moyens limités du projet sur le volet formation. Le suivi et l'encadrement rapprochés au niveau local ont été assurés à Madarounfa et Filingué par des ONG et par le CS/R à Tanout. La qualité des formations en cascade au dernier niveau de la chaîne (SCAP/RU) est fortement dépendante de la capacité des intermédiaires, non spécialistes, à restituer de façon satisfaisante les enseignements et de leur bagage scientifique pour les réponses à apporter aux questions de son auditoire. Il est à noter aussi que le partenariat avec certaines ONG comme ARIDEL à Madarounfa n'a pas bien marché. Cependant pour l'ONG JEDEL à Filingué et le CS/R à Tanout, les tâches qui leurs étaient confiées ont été bien exécutées.

Activité A.1.3 : Mise en place des observatoires sur le suivi de la vulnérabilité

Deux types d'observatoires de suivi de la vulnérabilité ont été mis en place par le projet APCAN: l'observatoire de suivi de la vulnérabilité au niveau communal (OSV) et le système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAP/RU). Au total 18 OSV et 62 SCAP/RU ont été créés au cours des quatre années de vie du projet.

Les OSV ont pour rôle la vérification et la validation des informations et l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire de leur commune. Ils tiennent des réunions mensuelles. Quand aux SCAP/RU, ils se réunissent deux fois par mois de façon ordinaire pour collecter, analyser et valider les données sur les conditions de vie des ménages. Puis les informations sont transmises à la commune. Les membres de ces structures de suivi de vulnérabilité sont très motivés pour l'accomplissement de leur tâche.

On note une faible présence des femmes au niveau des OSV (autour de 10%). Les outils de suivi de la vulnérabilité dans les zones pastorales sont identiques à ceux utilisés dans les zones agricoles ou agro-pastorales. En outre les zones pastorales, compte tenu du problème d'insécurité qui y sévit, n'ont pas bénéficié d'encadrement rapproché des ONG ou des services techniques.

Activité A.1.4 : Mise en place d'un mécanisme de concertation fonctionnel sur le suivi de la vulnérabilité (réseau d'acteurs à l'échelle nationale)

Dans le document initial du projet, la mise en œuvre de cette activité vise la création à terme d'un réseau aux niveaux local et national de suivi de la vulnérabilité qui servirait de cadre de concertation non seulement pour aider à la compréhension de la vulnérabilité, à la prise de décision au niveau national mais aussi à la réflexion et la capitalisation d'expériences. Il devait être constitué de tous les partenaires intervenant dans le domaine de l'alerte précoce et du suivi de la vulnérabilité.

Les activités menées par APCAN dans l'accomplissement de cette activité ont consisté à la création de cellules spécifiques en fonction des activités (harmonisation, modélisation) et la relance des structures régionales et sous-régionales du CN/PGCA par l'organisation d'ateliers.

La création d'un cadre de concertation CCA-ONG et de comités thématiques sous l'égide des agences des Nations Unies au cours de 2005 a poussé le projet à réduire ses ambitions initiales et à éviter de dupliquer des structures existantes. Toutefois, le mécanisme de concertation instauré par la CCA s'est interrompu et ces organes ne remplissent pas tous les objectifs voulus par le projet. La sensibilité politique sur les questions de sécurité alimentaire a aussi joué un rôle sur la motivation de certains partenaires, notamment la CC/SAP, à s'impliquer.

Le CR de Maradi visité au cours de la mission apparaît peu fonctionnel et peu au courant de l'intervention APCAN.

Activité A.1.5 : Suivi et évaluation de la performance du nouveau dispositif

Le suivi et l'évaluation de la performance du nouveau dispositif ont été réalisés grâce à trois sous-activités :

a) Suivi et Evaluation interne du projet APCAN

Une enquête conduite par le Centre Régional Aghrymet en collaboration avec l'équipe du projet et les bénéficiaires (CC/SAP, CCA) en vue d'identifier les indicateurs de performance du système de suivi –évaluation interne a été menée. Ainsi l'enquête a permis d'avoir les éléments d'appréciation sur le fonctionnement des SCAP/RU et des OSV. Un

des points innovant de l'approche APCAN est la possibilité de matérialiser sur support cartographique les indicateurs locaux de l'alerte précoce.

En plus de ces enquêtes réalisées par le CRA, l'AT en suivi-évaluation du projet a aussi conduit trois enquêtes quantitatives annuelles permettant d'affiner le diagnostic sur la fonctionnalité des instances locales.

b) Evaluation à mi-parcours du projet APCAN

Une évaluation à mi-parcours externe du projet a été menée en 2008. Elle a fait ressortir les points suivants :

- une mobilisation des acteurs à tous les niveaux
- un renforcement de capacités à travers les ateliers de formation, les séances d'information et de sensibilisation
- une fonctionnalité des OSV et des SCAP/RU malgré quelques difficultés

c) Pré évaluation finale du projet APCAN

Juste avant le démarrage de l'évaluation finale du projet APCAN, une pré évaluation interne a été menée pour évaluer le fonctionnement et l'efficacité des OSV et des SCAP/RU. Cette pré évaluation a montré entre autres que :

- Les 62 SCAP/RU sont fonctionnels avec des variations dans la régularité des activités et tiennent des réunions communautaires pour le remplissage des indicateurs de suivi de la vulnérabilité
- Les fiches validées sont transmises aux OSV dans un délai n'excédant pas 15 jours
- Les 18 OSV tiennent des réunions mensuelles de validation des indicateurs et d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Tous les OSV collectent les données sur les marchés céréaliers, les marchés à bétail, la situation pastorale, la situation sanitaire et nutritionnelle et les ressources naturelles.

2.2. Résultat 2 : Les causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire sont identifiées et analysées au niveau local et national

Activité A2.1 : Etat des lieux sur la situation de vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménage (aspects socio-économie, nutrition...)

Cette étude a eu lieu en 2006-2007 et a abouti à la production de cinq rapports :

- Vulnérabilité et Stratégies de survie des ménages au niveau des départements de Filingué, Madarounfa et Tanout

- Evaluation de la base de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 60 mois dans les départements de Filingué, Madarounfa et Tanout
- Analyse de la vulnérabilité des femmes rurales dans les départements de Filingué, Madarounfa et Tanout
- Economie des ménages
- Rapport de synthèse

Les résultats de cette étude ont été restitués au niveau local à travers trois ateliers tenus aux chefs lieux des départements couverts par le projet.

Cette étude est essentiellement descriptive et manque d'analyses plus approfondies afin de cerner les causes de l'insécurité des ménages. Il était également prévu que : « l'étude prendra en compte tous les niveaux d'analyse, notamment le niveau individuel, ménages, sous-régional, régional et le niveau national »⁴ sans que les résultats de l'étude montrent les liens entre ces différents niveaux.

Selon le document du projet, les résultats de tous ces travaux devraient nourrir les études spécifiques ultérieures et la construction de la méthodologie en améliorant les outils de suivi de la vulnérabilité et du suivi permanent dans les départements couverts par APCAN, ce qui n'apparaissait pas clairement lors du passage de l'équipe de consultants.

Activité A2.2 : Enquête sur la dynamique de la vulnérabilité des ménages

Elle complète l'activité relative à l'état des lieux sur la vulnérabilité. Dans le document du projet six études complémentaires sur des thématiques spécifiques (deux par zone) devraient être conduites. A terme les enquêtes permettront la réalisation par le CRA d'une cartographie concernant les zones et groupes vulnérables, les causes de la vulnérabilité au niveau local, la malnutrition.

Le projet APCAN a réalisé avec l'appui des partenaires scientifiques (CRA, CRESA) les enquêtes sur trois thématiques objets de stages d'étudiants :

- Analyse des profils alimentaires des ménages dans le département de Tanout (étudiant CRA)
- Caractérisation et essai d'identification des causes profondes de la malnutrition et des pratiques alimentaires chez le jeune enfant dans le département de Madarounfa (étudiant CRESA)
- Rôle du foncier dans la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages dans le département de Madarounfa

Il manque particulièrement les profils alimentaires des ménages dans les départements de Madarounfa et Filingué.

⁴ p.12 in Document de projet, Formulaire de demande de subvention, Programme complémentaire 2004-ONG.

Il est à noter que le projet APCAN, en partenariat avec la CC/SAP, a conduit une enquête sur un site sentinelle dans les communes rurales d'Abala et Tondikandia. Elle est exécutée par des cadres des services techniques et a pour but la collecte des données sur la vulnérabilité auprès des mêmes ménages tous les deux mois.

Activité A2.3 : Edition et publication à grande échelle de l'étude sur la dynamique de vulnérabilité des ménages

Cette activité est la suite logique des activités 1 et 2 du résultat 2. Elle est en cours de réalisation et est menée par le CRESA. Le premier draft est achevé et le projet est en relation avec un éditeur étranger pour l'édition.

2.3. Résultat 3 : Une méthodologie de suivi de la vulnérabilité prenant en compte le niveau local est testée et validée au niveau national

Activité A3.1 : Mise en place d'un dispositif de recherche-action aux différents niveaux (du national au local)

Le dispositif de recherche action a été lancé suite à l'atelier d'harmonisation des outils d'alerte précoce en 2006. L'outil devait être testé à travers une démarche itérative à tous les niveaux. Le dispositif devait aussi vérifier la fonctionnalité des structures communautaires et communales d'alerte précoce.

Des missions de supervision et des ateliers avec les partenaires ont été organisés par le projet pour la réalisation de cette activité. Les constats qui se dégagent de cette évaluation sont que la phase d'expérimentation avec l'appui du CRA et CRESA constituait une période idéale pour tester et adapter la méthodologie. Malgré certaines évolutions (par exemple introduction de la fiche NEC), tout n'a pas été mis en œuvre pour mener complètement cette recherche-action. Notamment,

- Après 3 ans de mise en place de la méthodologie de recueil et traitement des informations, il serait bon de réaliser un bilan des outils (actualisations des fiches)
- La recherche action devrait également se pencher sur le fonctionnement des OSV et surtout des SCAP/RU (répartition des membres dans les villages, nombre de réunions en fonction de la périodicité, l'impact de la formation en cascade, ...)

La composition et le fonctionnement de ces structures n'ont pas fait l'objet de travaux spécifiques par la recherche action. Or, leur mode de fonctionnement n'est pas uniforme : des SCAP/RU sont constitués d'un certain nombre de villages gravitant autour d'un village central autour d'un rayon de 5 km dont les membres sont soit localisés dans le

village central soit localisés dans les différents villages constituant le SCAP. La tenue de deux réunions par mois dont certains estiment trop rapprochées et ne tient pas compte de l'évolution dynamique de la vulnérabilité. La distance de 5 km est indicative et peut atteindre souvent une moyenne de deux heures de marche à pied (8 à 10 km) ce qui pose le problème de moyens de locomotion pour une activité bénévole pour les membres du SCAP/RU.

Activité A3.2 : Mise en place des mécanismes locaux d'alerte précoce

Cette activité est liée aux activités 1.2 (renforcement des capacités des structures chargées de l'alerte précoce aux différents niveaux) et 1.3 (Mise en place des observatoires sur le suivi de la vulnérabilité). Le projet a organisé des séances de sensibilisation et des ateliers de formation destinés aux OSV et aux partenaires (ONG, C/SR) chargés du suivi et de l'encadrement rapproché des SCAP/RU. A ce niveau on note une efficacité relative de l'action de certaines ONG (cas d'ARIDEL dans le département de Madarounfa qui n'a pas pu accomplir sa mission avec satisfaction).

Activité A3.3 Validation et Modélisation du dispositif

C'est la phase ultime de la recherche action, dont la finalité est la production d'un modèle opérationnel d'aide à la décision. Une cellule technique chargée de suivre les activités de la modélisation confiée au Centre Régional Aghrymet a été mise en place.

Les termes de référence de la modélisation prévoyait un démarrage en juin 2008 avec une mise à disposition d'une version provisoire en cours d'année 2009 afin qu'elle puisse subir une période de test avant la fin du projet.

La cellule s'est réunie à plusieurs reprises et a abouti à une sélection de variables devant alimenter un modèle à trois modules :

- alerte précoce
- zone à risque
- ciblage des populations.

Les responsables du CRA étaient, au moment du passage de la mission, occupés à récupérer les indicateurs et données disponibles (séries historiques, méta-données) concernant ces variables auprès des services compétents. Le CRA comptait organiser mi-septembre une réunion de la cellule technique afin de faire le point sur les indicateurs disponibles.

L'exécution de cette activité a pris un retard conséquent, ce dont s'est alarmé à plusieurs reprises l'équipe du projet puis le Comité Technique mis en place pour son suivi. Malheureusement, cette activité présentée comme un résultat phare par l'ensemble des

intervenants, y compris par le CRA lui-même sollicité par des demandes de pays voisins, ne pourra aboutir au résultat escompté.

Activité A3.4 : Partage et diffusion de la méthodologie (ateliers locaux et national)

La réalisation de cette activité est liée à l'activité 3.3 (validation et modélisation du dispositif). Cependant d'ores et déjà le projet a présenté les résultats disponibles au cours de nombreuses réunions (cadre de concertation avec les partenaires et les ONG, Haut Conseil de Collectivités Territoriales,...) ainsi que lors de deux réunions du Comité Restreint de Concertation du Dispositif de prévention et gestion des crises alimentaires. Un atelier national est prévu avant la fin du projet. Les ateliers régionaux prévus dans le document initial du projet auront des difficultés à se tenir compte tenu du retard accusé dans la modélisation du dispositif.

Tableau n° 1 : Activités réalisées par le projet APCAN

	Réalisé	Degré de réalisation	Observations et insuffisances par rapport au document de projet
R1 : Le fonctionnement du DNP-GCA est amélioré en tenant compte des perspectives locales			
A.1.1 : Analyse et harmonisation des outils du dispositif actuel d'alerte précoce	Inventaire et atelier de validation	+++	Analyse trop descriptive
A.1.2: Renforcement des capacités des structures chargées de l'alerte précoce aux différents niveaux	Formations multiples : - outils - informatique - thématiques Tous les niveaux concernés	+++	Efficacité relative des formations en cascade Partenariat peu convaincant avec certaines ONGs
A1.3 : Mise en place des observatoires sur le suivi de la	18 OSV	+++	Zone pastorale (pas de distinction dans leur

vulnérabilité	62 SCAP/RU		fonctionnement) Faible présence des femmes dans les OSV
A1.4 : Mise en place d'un mécanisme de concertation fonctionnel sur le suivi de la vulnérabilité (réseau d'acteurs à l'échelle nationale)	Comités spécifiques en fonction des activités Mission d'appui auprès des cadres de concertation locaux	++	Faible conformité avec la description initiale Cadre national peu fonctionnel
A1.5 : Suivi et évaluation de la performance du nouveau dispositif SAP	Indicateurs de performance Evaluation mi-parcours Préévaluations	+++	
R2 : Les causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire sont identifiées et analysées au niveau local et national			
A2.1 : Etat des lieux sur la situation de vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménages (aspects socio-économie, nutrition, ...)	Etudes menées sur la vulnérabilité, la malnutrition, économie des ménages et genre	++	Analyse trop descriptive Utilisation limitée des résultats en appui à la méthodologie
A2.2 : Enquête sur la dynamique de la vulnérabilité des ménages	3 études thématiques sur 6 prévues	+	Résultats limités Cartographie non effectuée (malnutrition, zones et groupes vulnérables, causes vulnérabilité)
A2.3 : Edition et publication à grande échelle de l'étude sur la dynamique de vulnérabilité des ménages	Draft	En cours	
R3 : Une méthodologie de suivi de la vulnérabilité prenant en compte le niveau local est testée et validée			

au niveau national			
A3.1 : Mise en place d'un dispositif de recherche action aux différents niveaux (du national au local)	Missions de supervision Atelier avec les partenaires locaux	++	Sous-utilisation de la recherche action pour tester outils et dispositif local
A3.2 : Mise en place des mécanismes locaux d'alerte précoce et phase test	Formation et suivi des SCAP/RU et OSV	+++	Efficacité relative du partenariat avec certaines ONGs
A3.3 Validation et Modélisation du dispositif	Réunions cellule technique Sélection de variables	En cours	Retard conséquent
A3.4 : Partage et diffusion de la méthodologie (ateliers locaux et nationaux)	Présentation lors de nombreuses réunions (cadre de concertation ONG, HCCT, ...)	En cours	

3. Gestion des ressources

3.1. Ressources financières

3.1.1. Répartition du budget

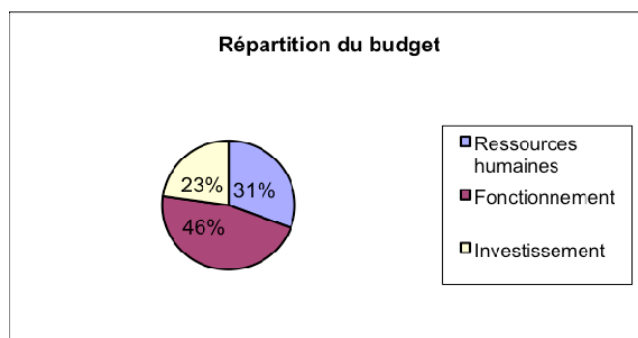
Le coût total de l'action a été estimé à 999 462 € pour une période de 4 ans.

Le budget initial est réparti en 7 rubriques principales :

- ressources humaines
- voyages
- matériel et fournitures
- bureau local et coûts de l'action
- autres coûts et services
- autre
- coûts administratifs.

Le regroupement en trois grands domaines de dépenses (ressources humaines, fonctionnement et investissement) des différentes rubriques et sous-rubriques du budget initial donne la répartition présentée dans la figure ci-dessous.

Figure n°2 : répartition du budget



Les ressources humaines représentent près du tiers du budget initial ce qui est justifié compte tenu du projet à vocation institutionnel et requérant des compétences techniques importantes. Les investissements sont la partie du budget nécessaire à la mise en œuvre des activités et constitué principalement de frais d'études et de formations. Le fonctionnement comprend l'ensemble des coûts liés au fonctionnement courant du projet ainsi qu'aux investissements en matériel (voitures, équipement du bureau représentant 12 % du total).

3.1.2. Consommation du budget

Au 30 juin 2009, soit après 3,5 ans d'activités du projet correspondant à 87,5 % de sa durée de vie, APCAN avait consommé 88 % du budget.

<i>Rubrique</i>	<i>Dépenses cumulées (en % du budget initial)</i>
ressources humaines	87
Voyages	91
matériel et fournitures	100
bureau local et coûts de l'action	94
autres coûts et services	59
Autre	90
coûts administratifs	82
Total	88

Il est à prévoir qu'à la fin du projet, le budget soit consommé à plus de 95 % ; le retard engendré dans certaines activités devant en limiter la consommation budgétaire.

3.2. Ressources humaines

L'équipe dédiée à plein temps au fonctionnement du projet est composée des postes suivants :

1 Chef de projet

1 Assistant Technique Suivi -Evaluation Etude

1 Assistant Technique Renforcement des Capacités

1 Assistant Administratif

3 Chauffeurs

2 Gardiens

Elle est appuyée par certains membres du staff permanent de Care au Niger :

- Appui Assurance Qualité Directeur de Programme de CARE (à raison de 8% du temps de projet)
- Appui Technique Coordonnateur Développement Institutionnel et Renforcement de Capacités CARE Niger (10%)
- Appui en gestion du contrôleur financier (10%)
- Appui de l'Auditeur interne de CARE Niger (10%)
- Appui méthodologique et capitalisation par Conseiller Technique (12%)

L'équipe engagée au démarrage du projet a été stable jusqu'en fin de 3ème année lorsque l'assistant technique renforcement des capacités a remis sa démission. Il a été remplacé au mois de mars 2009. Le projet a aussi enregistré le départ de l'assistant technique suivi-évaluation en juillet 2009, poste non remplacé. Pour un projet expérimental, il est à craindre une perte de qualité du processus de capitalisation à la période cruciale de fin d'activités.

Les appuis effectués par l'encadrement de Care sont effectifs et rigoureux en matière de gestion financière. Les apports techniques directs sont plus limités. Le projet a connu plusieurs superviseurs au sein de Care ne facilitant pas leur implication dans les activités. Par contre, celui-ci s'est enrichi du partage d'expérience avec les autres projets de l'organisation qui ont mis en place des systèmes communautaires d'alerte dans les régions de Tahoua, Maradi et Diffa. Les efforts de capitalisation au sein de chacun des projets, les nombreux ateliers ainsi que les exercices de programmation organisés par Care sont autant d'occasions pour APCAN de comparer les forces et faiblesses des structures locales avec celles implantées par les autres projets.

Dans le cadre des activités de renforcement des capacités des acteurs locaux, APCAN a contracté avec 3 ONGs (Karkara et Jedel à Filingué et Aridel à Madarounfa) et le CS/R de Tanout. Le partenariat s'est déroulé de façon efficace à Tanout et avec l'ONG Jedel. A l'opposé, les activités menées par les autres prestataires n'ont pas donné satisfaction :

capacité de déplacement réduite, manque de suivi des structures locales, rupture de fournitures au niveau des OSV et SCAP/RU.

Les partenaires scientifiques, CRA et CRESA, ont désigné chacun un point focal en leur sein. Ce système a bien fonctionné les personnes désignées comme points focaux au démarrage sont demeurées les mêmes jusqu'à maintenant. Elles constituent un relais précieux pour la coordination des activités d'APCAN dans ces institutions. Toutefois, il faut relever que la qualité des appuis apportés a eu tendance à fluctuer en fonction des capacités disponibles (changement de personnel au sein du CRA) et de l'implication de leur personnel à de nombreuses autres tâches récurrentes (missions régulières de nombreux cadres du CRA).

4. Analyse (des performances) par fonction

L'objectif global d'APCAN est d'appuyer le DNP-GCA. Ce chapitre est consacré à l'évaluation des performances atteintes par le projet en analysant les trois fonctions courantes assurées par un dispositif de prévention et gestion des risques : l'information, la prise de décision et la coordination et, enfin, les interventions mises en œuvre.

4.1. Information

4.1.1. Résultats de l'enquête de préévaluation⁵

Les structures du DNP-GCA assurent l'identification des zones à risque à l'échelle du département et mettent en place, selon les besoins, un suivi permanent des zones les plus vulnérables. Ce suivi permanent concerne normalement des zones équivalentes à des communes.

En complément de ce dispositif, le projet APCAN a initié un processus systématique d'identification des zones vulnérables à l'échelle des communes ainsi qu'un système permanent de suivi d'indicateurs d'alerte au niveau des communautés.¹⁸ OSV et 62 SCAP/RU ont ainsi été mis en place par le projet APCAN au cours des trois premières années d'activités.

Couverture

Toutes les communes des trois départements disposent d'un Observatoire. Le département de Filingué a installé 21 SCAP/RU, 15 pour celui de Madarounfa et 26 pour celui de Tanout. Le nombre de villages couverts par les SCAP/RU est de 221 dans le département du Filingué, contre 165 dans celui de Madarounfa et 239 dans celui de Tanout ; soit en tout

⁵ Les données chiffrées proviennent du rapport provisoire de la préévaluation finale.

625 villages couverts par APCAN dans les trois départements. A l'échelle du département, un SCAP/RU couvre donc en moyenne 11 villages à Filingué et Madarounfa et 9 villages à Tanout.

Les écarts peuvent être importants entre les effectifs de villages couverts par SCAP/RU. Cette disparité entre les SCAP/RU peut s'expliquer par la variation de la densité des populations, en relation avec le zonage agro écologique et les caractéristiques locales telles que l'insuffisance de terres cultivables et/ou des difficultés d'accès à l'eau.

Remplissage et transmission des fiches de collecte de données

Depuis leur mise en place, les SCAP/RU ont rempli et transmis aux OSV 2867 fiches de collecte de données communautaires. Sur ce nombre de fiches, 859 sont remplies et transmises par les SCAP/RU de Filingué, 839 par ceux de Madarounfa et 1169 par ceux de Tanout. Les problèmes d'insécurité ainsi que les installations tardives des structures dans 4 communes de la zone APCAN expliquent des différences significatives entre SCAP/RU (de 1 à 90 fiches transmises) pour une moyenne de 46 fiches par SCAP/RU.

Tous les SCAP/RU collectent des données sur la situation pastorale, la situation sanitaire et nutritionnelle et les ressources naturelles. Il y a seulement deux SCAP/RU de l'OSV de Olléléwa (Bakin Birgi et Garin Bagala) qui ne collectent pas des données sur les relations sociales et conflits. D'autres, (8) SCAP/RU, connaissent des difficultés à recueillir des données sur les marchés céréaliers et les marchés à bétail.

Les SCAP/RU transmettent leurs fiches soit de main à main (c'est-à-dire au porteur) ou avec les transporteurs.

Les OSV transmettent les informations au niveau sous régional, c'est-à-dire au Comité Sous-régional de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires (CSR/PGCA). Cette transmission se fait régulièrement par 100 % des OSV.

Difficultés rencontrées dans le recueil et le traitement des informations

30 % des SCAP/RU ont déclaré avoir des difficultés dans la collecte des données. Elles sont liées au problème de bénévolat, à la rétention de l'information par les populations, à l'inadaptation des outils (fiches) de collecte de données, au manque d'agents qualifiés pour la traduction et le remplissage de la fiche de collecte des données ou à l'insuffisance des moyens matériels.

Tous les OSV procèdent au traitement et à l'analyse des données, notamment celles qui leur sont transmises par les SCAP/RU. Toutefois, 28 % éprouvent des difficultés dans le traitement et l'analyse de ces données collectées sur les marchés céréalières et à bétail.

Appuis aux structures

L'enquête de préévaluation montre que les moyens humains sont suffisants pour assurer le bon fonctionnement pour plus de 80 % des SCAP/RU. Quant aux moyens matériels, ils sont jugés à 55 % insuffisants et à 32 % suffisants pour les SCAP/RU mis en place.

Concernant les OSV, les moyens humains ont été déclarés suffisants à 83 % et insuffisants pour 17 % seulement. Cependant, les moyens matériels ont été déclarés insuffisants par 61 % des 18 OSV mis en place dans la zone du projet. Pourtant, tous les OSV ont déclaré avoir reçu des moyens matériels de la part du projet APCAN pour leur fonctionnement. Ces moyens sont pour l'essentiel des fiches de collecte des données, des fournitures de bureau, du carburant (pour les déplacements de supervision des SCAP/RU et autres rencontres), des frais de poses café et de déjeuner (lors des réunions) et des perdiems. Ces moyens financiers sont régulièrement versés aux OSV sur la base de termes de références qu'ils soumettent au projet. Le projet œuvre conséquemment à répondre aux requêtes en appuis financier et matériel des ces structures communal dans le délai requis, afin de leur permettre d'exécuter normalement leur programme.

Toutefois, certains OSV se trouvant dans la zone d'insécurité (banditisme armé) ont vu leurs activités tourner au ralenti pendant une longue période, du fait des précautions prises par le projet de suspendre ses missions (avec toutefois un service minimum, par le biais notamment des CSR/PGCA) dans la zone. Les OSV concernés par cette situation sont particulièrement ceux de Tenhya et Tarka (dans le département de Tanout) et ceux de Abala et Sanam (dans le département de Filingué). En dépit de tout, les OSV ont jugé insuffisants tous les moyens matériels qui leur ont été fournis par le projet APCAN. Pour renforcer leurs capacités en moyens matériels, les membres des OSV ont demandé au projet APCAN de leur fournir des équipements de bureau, des moyens de déplacement (motos, véhicule), du carburant, et surtout du matériel informatique.

Depuis leur mise en place, les OSV ont bénéficié de plusieurs formations de la part du projet APCAN. Ces formations portent sur des thématiques différentes, mais toutes conçues pour permettre à ces structures communales de bien jouer leur rôle dans le suivi décentralisé de la vulnérabilité, au sein du DNP/PGCA. Ces différentes formations ont été d'un très grand apport dans les performances des OSV.

Nombre de crises vécues par les populations

Au niveau communautaire, 44 SCAP/RU (soit 71 %) ont connu des crises, dans la zone d'intervention du projet. L'analyse par département montre que 57 % des SCAP/RU de Filingué ont connu des crises, contre 53 % à Madarounfa et jusqu'à 92 % à Tanout. Les SCAP/RU de la zone de Tanout sont de loin les plus vulnérables aux crises alimentaires (17 % des SCAP/RU), nutritionnelle (7 %) et aux épidémies (28 %), épizooties (19 %) et invasions acridiennes (17 %). A Filingué, 33 % ont connu des épidémies, 17 % des épizooties et 17 % des inondations. Les SCAP/RU de Madarounfa ont été les moins touchés. Les SCAP/RU de la zone pastorale (Tarka, Tenhya, Abala et aussi Gangara et Tanout commune) ont été les plus affectées par des épidémies et des épizooties.

Depuis leur mise en place (à partir de 2006), les Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) ont recensé un certain nombre de crises qui ont été vécues au niveau communal. Ces crises ont concerné 78 % des communes. Tous les OSV ont déclaré avoir connu des crises alimentaires. L'enquête de préévaluation mentionne qu'il pourrait avoir différentes interprétations du terme « crise alimentaire ». En effet, pour beaucoup de ruraux, le déficit de la production agricole est systématiquement synonyme de crise alimentaire, sans tenir rigueur aux autres concepts de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et utilisation). Le plus souvent, la distinction n'est pas faite entre une crise alimentaire chronique (persistante à long terme) et une crise alimentaire transitoire (temporaire ou à court terme).

Après les crises alimentaires, les épidémies ont occupé le second rang, en terme de nombre d'OSV touchés (80 %). En effet, elles ont concerné tous les OSV à l'exception de ceux de Imanan et Filingué Commune (dans le département de Filingué) et de celui de Tenhya (dans le département de Tanout). Quant aux épizooties, elles ont été plus fréquentes dans le département de Tanout où elles ont été déclarées au niveau de tous les OSV, sauf celui de Tarka.

4.1.2. Forces et faiblesses

Un système fonctionnel démultiplicateur d'informations

APCAN a développé un monitoring permanent de suivi de la vulnérabilité à l'échelon inter-communautaire et communal. Ce dispositif complète le système traditionnel de la CC/SAP et s'y intègre parfaitement grâce à l'harmonisation des outils de recueil, la mobilisation des CS/R pour le traitement et la synthèse des informations, le développement de bases de données communes au SAP et au projet.

L'existence de chaque nouvelle structure, SCAP/RU et OSV, multiplie la production de données à la base renforçant la connaissance par le niveau département de l'évolution locale des principales variables d'alerte.

Le projet a ainsi établi un imposant « aspirateur » à information.

Des procédures de validation indispensables

Les procédures de validation sont effectives à 2 niveaux : OSV et CS/R. Les niveaux d'alerte (valeurs possibles : « normal », « alerte », « alarme » et « urgence ») déclarés sur les fiches communautaires dépassent toutefois fréquemment la valeur « normal ». Il est à craindre, comme le signale d'ailleurs l'enquête de préévaluation, qu'une confusion soit faite entre un état structurel (insatisfaisant ce qui est tout à fait légitime de la part de populations vivant dans un état de pauvreté chronique) et les variations saisonnières des indicateurs. C'est pourquoi la tâche de validation de la situation vécue est essentielle dans la remontée des informations et que des formations régulières doivent être entreprises pour rappeler les consignes de remplissage des fiches.

Une couverture incomplète

Au cours de cette phase d'expérimentation, le projet a démontré la faisabilité de recueillir l'information locale. En se limitant à 3 à 4 SCAP/RU par commune, le projet ne recense pas la situation de tous les villages et tribus des trois départements. Le maillage couvre environ 50 % de la population.

Une gestion informatique en région perfectible

Le stockage des données contenues dans les fiches est réalisé sur support informatique. Théoriquement, il est décentralisé au niveau des rapporteurs des CS/R, poste occupé par le directeur départemental du Ministère de l'agriculture. Cette fonction n'est assurée qu'à Filingué de par la volonté de son représentant⁶. La maintenance d'un parc informatique en région pose encore de nombreuses difficultés (faibles connaissances des services techniques en entretien informatique, manque d'équipement de sauvegarde, absence sur place de personnel ou société privée qualifié, absence de connexion à internet, ...).

Par conséquent, la transmission des informations se fait essentiellement de manière traditionnelle par l'envoi des fiches par transporteur jusqu'à Niamey.

En pratique, il revient à la cellule du projet à Niamey d'encoder les données et de les partager avec la CC/SAP qui dispose également de la base de données APCAN.

Un travail d'analyse limité et confidentiel

⁶ Au passage de la mission, son ordinateur avait « planté » et il n'avait pu récupérer la base de données existante.

Dès le démarrage du projet, celui-ci a joué la carte de l'intégration dans le réseau SAP évitant toute duplication avec les structures et publications existantes. Il a introduit un processus de synthèse mensuelle à réaliser par le rapporteur du CS/R. Ce processus ne semble régulier qu'à Filingué. Les bases de données permettent une extraction vers un tableur excel de la plupart des variables des fiches identification des zones vulnérables et de suivi permanent. Il est ainsi possible de faire des analyses temporelles et spatiales. En outre, le projet a initié récemment des formations en SIG.

Ces outils sont peu utilisés en région. L'équipe du projet procède elle à des représentations cartographiques de l'indice de vulnérabilité communal, cartes diffusées aux partenaires directs du projet à Niamey.

Le potentiel d'analyse s'avère donc largement sous-exploité jusqu'à présent ; le contexte politique au démarrage du projet étant, il est vrai, peu favorable à une large diffusion des informations en phase expérimentale.

Une définition approximative des zones agro-écologiques

Un élément fondamental du calcul de l'indice de vulnérabilité concerne la zone agro-écologique dans laquelle se situe la commune. Il pondère de façon très différente les indicateurs caractérisant la situation agricole et pastorale. La CC/SAP a défini 3 catégories : zone pastorale, agricole et agro-pastorale. Chaque département du Niger est classé dans une de ces zones. En proposant l'introduction de l'indice de vulnérabilité au niveau communal, APCAN a réparti les communes dans chacune de ces zones. L'étude état des lieux sur l'économie des ménages a elle défini l'appartenance des communes en introduisant de nouveaux concepts de zone agricole nord et zone agricole sud. Une harmonisation des critères et des méthodologies entre le SAP et APCAN devrait prévaloir afin d'analyser de façon homogène la vulnérabilité.

Une modélisation inaboutie qui pénalise une meilleure analyse de la vulnérabilité

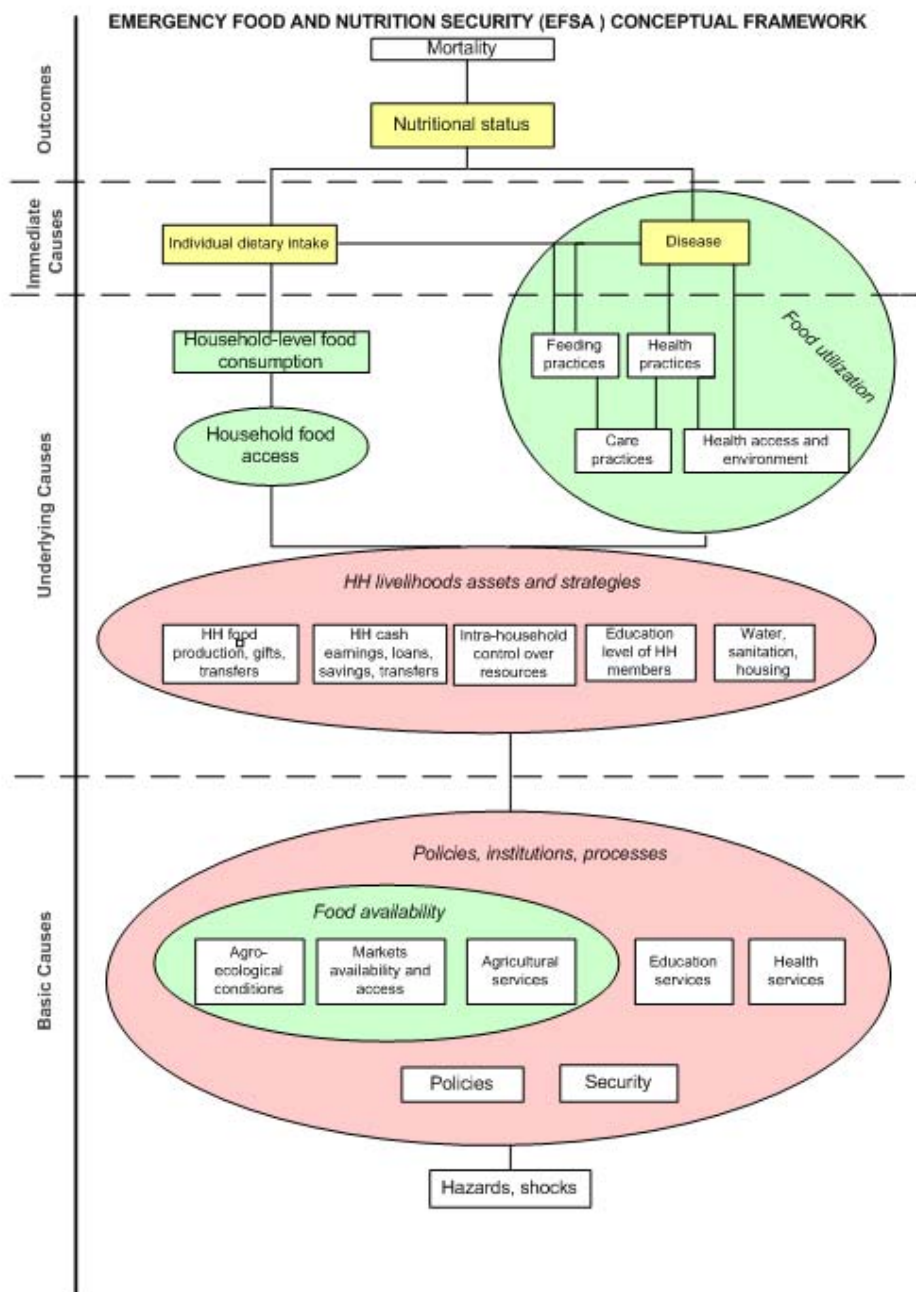
Une modélisation de la vulnérabilité de groupes de population est intéressante par sa capacité prédictive en combinant un grand nombre de variables à différentes échelles géographiques. Elle facilite la compréhension de l'influence d'un événement conjoncturel sur les conditions de sécurité alimentaire d'une population « homogène ». Sans l'appui d'un modèle opérationnel, il n'est pas garanti qu'un ensemble d'observations rigoureusement identiques conduise à chaque coup à une prévision de la situation alimentaire identique. En effet, « la fonction d'un modèle opérationnel n'est pas de se substituer aux experts humains, mais de les assister en leur fournissant une base commune de discussion et d'argumentation (concepts et procédures d'influences) tout en servant de garde-fou contre une emprise trop grande de la pression externe sur leur jugement. »⁷

⁷ Systèmes d'Informations pour la Sécurité Alimentaire. P-M Boulanger et al.

Un modèle opérationnel⁸ constitue une traduction, plus ou moins riche, plus ou moins étroite, en terme d'indicateurs ou de variables, d'un modèle conceptuel d'analyse de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle (un exemple de modèle conceptuel est présenté à la figure n°3).

⁸ Il existe une diversité de modèles d'aide à la décision déjà utilisés dans le cadre du suivi de la situation alimentaire. Une description des modèles opérationnels répartis en 4 grandes classes (modèles arithmétiques dont les calculs de score, modèles statistiques, modèles systémiques et modèles logiques) a été présentée dans un ouvrage sur les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (Systèmes d'Informations pour la Sécurité Alimentaire. P-M Boulanger et al.)

Figure n°3 : Cadre conceptuel utilisé par l'Unicef



La plupart des variables, à l'exception de la pluviométrie et des prix sur les marchés⁹, qui entre dans l'évaluation de la sécurité alimentaire ne sont pas disponibles sous une forme

⁹ Et encore...la quantité de précipitations connue à l'endroit du pluviomètre est le plus souvent différente de celle tombée quelques km plus loin.

quantitative à l'échelle des communes. Certains modèles sont tout à fait adaptés à cette réalité. Il s'agit alors d'utiliser des valeurs qualitatives ou semi-quantitatives qui d'ailleurs correspondent davantage à l'expression du vécu des populations. Les indicateurs de ce type sont dorénavant la règle à l'échelle infra-département. APCAN les a vulgarisés dans les fiches de suivi courant (SCAP/RU et OSV) et dans les résultats des études d'économie des ménages.

Dans un pays comme le Niger dont une partie de la population est confrontée chaque année à une insécurité alimentaire conjoncturelle, l'utilisation d'un modèle d'aide à la décision est amplement justifiée. Elle doit permettre la confrontation de données conjoncturelles aux connaissances structurelles¹⁰ d'une zone ou d'une population à partir de règles (algorithmes) d'interprétation définies à partir de séries chronologiques (quand elles existent) ou de connaissances (assimilables au raisonnement d'expert) intégrant ou non un facteur d'incertitude. A titre d'exemple : Les données structurelles nous renseignent que pour la population « a », les cultures céréalières couvrent 5 mois de consommation annuelle. Afin de connaître en année « b » le niveau de couverture des besoins, on doit estimer les principales variables qui vont influencer la production (la pluviométrie, sa répartition dans le temps et l'espace, les dégâts occasionnés par les maladies et déprédateurs). Le niveau de précipitations est généralement bien estimé (pluviomètre et estimation par image satellite) mais encore faut-il connaître quelle sera l'incidence sur les rendements par exemple d'une chute de 15 % de sa moyenne ? Il sera sans doute possible à partir de tests en station et de séries chronologiques d'en estimer la diminution mais la tâche sera autrement plus ardue quand il s'agira de combiner une baisse x de la pluviométrie avec une répartition temporelle y et un niveau d'infestation z de déprédateurs. Il apparaît plus simple alors de faire appel aux connaissances empiriques « d'expert » qui établiront les règles d'interprétation incluses dans la modélisation.

Dans les trois départements du projet, APCAN a mené des enquêtes état des lieux nécessaires à la connaissance structurelle de ces zones. Le CRA, chargé de la modélisation, risque fort d'être rapidement confronté au problème d'indisponibilité de données statistiques à une échelle infra-départementale. Si certaines variables bio-physiques sélectionnées sont disponibles, cela est rarement le cas pour les variables socio-économiques dont la crise 2004/05 en a malheureusement révélées l'importance fondamentale. Les enquêtes état des lieux ont confirmé dans les zones pastorales, agro-pastorales et agricole nord à quel point il est primordial de suivre les variables qui déterminent le niveau conjoncturel des autres ressources monétaires que celles provenant des produits vivriers. En effet, les populations de ces zones couvrent en moyenne moins de 5 mois de consommation par leur propre production. Par conséquent, plus de 7 mois de besoins alimentaires sont couverts grâce aux activités économiques diverses : élevage, artisanat, cueillette, petit

¹⁰ Celles-ci contiennent des informations sur les entités observées qui ont une certaine permanence, qui les caractérisent dans la durée a contrario des données conjoncturelles.

commerce, salariat local, émigration, ... Autre facteur déterminant est le coût d'achat de ces produits sur les marchés qui peut fluctuer énormément d'une année à l'autre et qui dépend dorénavant des disponibilités sous-régionales de l'Afrique de l'ouest voire mondiales (cf. 2007/08) et des flux de demande de la part des consommateurs et des industries agro-industrielles.

Dans quelle mesure ces variables seront prises en compte dans le futur modèle ?

4.2. Prise de décision et coordination

Accélération de l'alerte et de la prise de décision

Un système d'information est bien plus qu'une simple collection de données. C'est la nature du lien qui le rattache à un système d'actions qui justifie son existence. Dès lors que l'organe de décision, qui constitue le « client » du système d'information, dispose de moyens d'action et de compétences limités, seules sont utiles les informations liées à l'exercice de ces compétences et à la mise en œuvre de ces moyens.

Avant le démarrage d'APCAN, ce constat s'appliquait effectivement au DNPGCA dont les moyens d'actions centralisés étaient limités aux interventions définies depuis peu dans le plan de contingence. Avant toute intervention, le Dispositif avec ses organes de concertation à Niamey devait donner son aval, ce qui ralentissait le circuit de réaction.

Actuellement dans les trois départements de la zone APCAN, on assiste non seulement à une accélération et diversification des alertes (cas des épidémies et épizooties) signalées par les SCAP/RU mais aussi à une réactivité plus grande des communautés et responsables communaux qui pressent sans doute davantage les services techniques et les projets présents dans la zone à se sentir mobiliser.

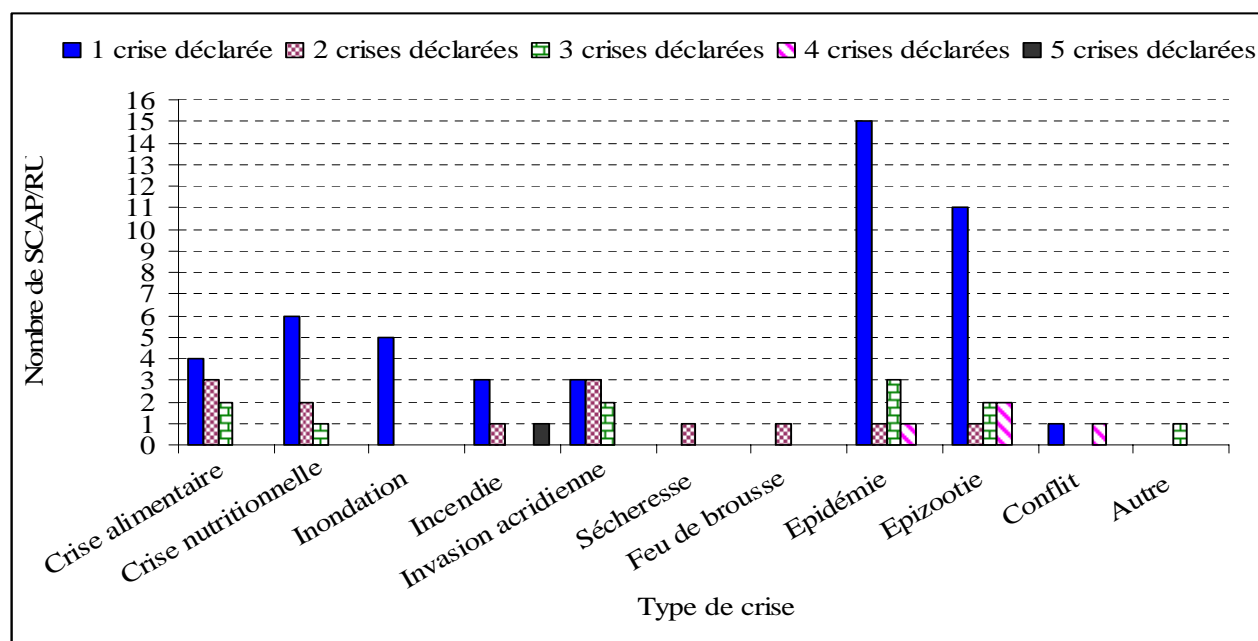
Ce phénomène a aussi été rendu possible grâce à la formalisation du processus d'alerte qui rend les informations plus précises et crédibles.

Une stimulation de la recherche locale de solution et une amélioration de la coordination locale

Autre aspect marquant de l'intervention APCAN, le projet a cherché à dynamiser la recherche de solutions locales aux crises vécues par les populations. Les réunions des SCAP/RU et OSV ne servent pas uniquement à recueillir et valider de l'information mais constituent également des forums de discussion afin de trouver des solutions aux difficultés vécues.

Ainsi, parmi les crises vécues¹¹, une minorité n'a pas pu être gérée au niveau communautaire. Par conséquent, elles ont été déclarées au niveau supérieur. Le nombre de crises déclarées est variable en fonction, non seulement du type de crise, mais aussi du SCAP/RU. Comme le montre la figure ci-dessous, les crises déclarées concernent surtout des épidémies et des épizooties.

Figure n°4



Les réunions formelles de l'Observatoire réunissant le maire, les élus communaux, les services techniques et les associations de la commune améliorent la coordination des acteurs locaux. Intégrées dans la chaîne d'alerte et de décision du DNP-GCA, les communes réagissent en fonction de leurs capacités à régler les problèmes et de la gravité du phénomène n'hésitant pas à rapidement les déclarer aux structures qui ont la charge de les résoudre.

¹¹ Source : enquête de préévaluation

4.3. Interventions

Une promotion de la subsidiarité mais demeurant théorique dans les faits

Le projet APCAN promeut la subsidiarité dans la prise en charge progressive des crises du local au national. Dans les faits, il n'avait pas programmé de fonds pour renforcer la capacité d'intervention des communautés, communes ou départements si bien que la subsidiarité demeure un principe faute de budgets dégagés par ces entités pour venir en aide aux populations. En effet, seules les communes possèdent leur propre budget et pour la très grande majorité d'entre elles, leurs recettes s'avèrent à peine suffisante pour financer les charges salariales de la mairie. Quelques rares communes qui disposent d'un marché renommé peuvent espérer des rentrées plus importantes servant à financer des investissements ou des frais récurrents.

Ainsi, comme le note l'enquête de préévaluation, les communes ont généralement apporté leur contribution en mobilisant la population (feux de brousse), en effectuant le recensement des victimes et en sensibilisant les populations. Elles ont pu également contribuer aux déplacements d'agents des services techniques par la prise en charge des frais de carburant. Plus rarement, elles contribuent à l'achat de produits phytosanitaires, couvertures, vivres, habits et doses de vaccin.

Les capacités locales d'intervention demeurent donc très limitées et les communes font, comme pour les zones où le projet n'intervient pas, recours au DNP-GCA.

Des interventions équivalentes aux zones non couvertes par APCAN et dépendant des capacités de gestion du dispositif national

L'enquête de préévaluation a recensé auprès des SCAP/RU et OSV les réponses généralement apportées lorsque des signaux d'alerte sont émis. Pour les SCAP/RU, les réponses suivantes ont été enregistrées :

- *Crise alimentaire* : pratique des cultures de décrue, sensibilisation, vente des biens matériels et d'animaux, pratique d'activités génératrices de revenus (AGR), utilisation des stocks des banques céréalières (BC), exode etc. ;
- *Crise nutritionnelle* : sensibilisation, information, aliments de récupération, soins dans les Centres de Santé Intégrés (CSI) et dans les centres de récupération spécialisés ;
- *Inondation* : le plus souvent pas de solution locale, mais les populations font recours aux entraides, à l'information et à la sensibilisation ;
- *Incendie* : alerte, maîtrise du feu par les populations, information, sensibilisation ;

- *Invasion acridienne* : alerte, intervention des agents de l'agriculture et de la protection des végétaux, prières ;
- *Sécheresse* : pas de solution locale à part l'alerte et les prières ;
- *Feu de brousse* : alerte, mobilisation des populations pour maîtriser le feu, bande par feu, sensibilisation ;
- *Epidémie* : alerte, information, sensibilisation, hygiène et assainissement, évacuation, traitement traditionnel, vaccination, isolement des malades ;
- *Epizootie* : alerte, intervention des agents d'élevage, prière, sensibilisation ;
- *Conflit* : réconciliation, sensibilisation, parenté à plaisanterie, intervention des chefs coutumiers et des autorités locales ;
- *Autre (cas de Bakin Birgi et N Wala Mani)* : à Bakin Birgi, patrouilles nocturnes, arrestation des malfrats, sensibilisation. A N Wala Mani, il a été notifié la mort d'animaux par manque de pâturage. Les populations interviennent à travers l'achat d'aliments bétail (paille, son, etc.) les soins médicaux et la vente des animaux.

Au niveau des OSV, l'enquête mentionne :

« Les genres de réponses dépendent du type de crise et varient selon les capacités d'intervention des OSV. Pour un même type de crise, les réponses apportées par les OSV sont tout de même pour l'essentiel semblables. Ainsi, les réponses apportées aux crises alimentaires sont généralement la distribution de semences (à Gangara), distribution des vivres et sensibilisation (à Tanout Commune), vente de céréales à prix modérés (Falanco et un peu partout) et du cash for work. Les solutions apportées aux crises nutritionnelles ont consisté au traitement et au suivi des enfants atteints au niveau des centres de santé, à la sensibilisation des parents et aux conseils en matière d'hygiène alimentaire, ceci particulièrement au niveau des OSV de Madarounfa. Face aux inondations, les réponses apportées par les communes se résument au recensement des victimes, à la sensibilisation et à la distribution gratuite des couvertures, des habits et des vivres. Les mêmes genres de réponses sont apportés aux ménages victimes d'incendie, en dehors de la mobilisation humaine et matérielle pour contrecarrer le feu... »

Ces réponses ne diffèrent guère des réactions que peuvent avoir les communautés de l'ensemble du Niger et font pour la plupart appel à des compétences et financements extérieurs dont principalement le DNP/GCA. Une autre statistique de l'enquête confirme l'importance de ces appuis puisque 58 % des SCAP /RU ont développé des actions d'atténuation de crises alimentaires et nutritionnelles, avec l'encadrement et l'assistance (technique, matériel et économique) des organisations humanitaires, services de l'Etat, ainsi

que des Projets/ONG intervenant localement dans le cadre la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans le cadre des crises d'intensité moyenne à élevée et déclarée au niveau supérieur au département, le SAP affirme valider plus de 80 % des situations critiques révélées dans les zones APCAN.

5. Evaluation de la logique d'intervention

A travers le projet APCAN, Care a mis en place une démarche intéressante, innovante et in fine efficace. Pourtant à son démarrage, celle-ci paraissait très risquée en raison des relations empreintes de suspicion entre le SAP et les ONGs, de l'association de nombreux partenaires dans le projet et du rôle novateur attribué aux populations et à leurs représentants dans le dispositif d'alerte traditionnel. Après bientôt 4 ans de fonctionnement, cette alchimie constitue a posteriori indéniablement un gage du succès de l'intervention en renforçant les capacités d'alerte et de réaction du DNP-GCA.

5.1. Une démarche de qualité

La logique d'intervention peut être caractérisée en quelques qualificatifs de participative, consensuelle, transparente et coordonnée. En effet, Care a associé, dès la préparation, trois partenaires principaux que sont la CC/SAP, le CRA et le CRESA. Des activités ont été confiées à ces partenaires qui ont donc directement été impliqués dans la réalisation du projet. Dans un second cercle de partenariat, APCAN a inclus d'autres partenaires (CC/CCA, Ministères techniques, PAM et FAO) qui ont joué un rôle de supervision et d'orientation à travers le Comité Technique et les Comités spécifiques dédiés à certaines activités (harmonisation, modélisation). Ce processus de coopération à plusieurs niveaux fonctionne efficacement aux dires des différents interlocuteurs et laisse une impression d'une appropriation commune du projet APCAN par l'ensemble des partenaires.

Ce sentiment est par ailleurs partagé par les structures bénéficiaires dans les départements où l'engouement manifesté par les communes et les communautés à l'encontre du projet témoigne de la réussite d'une démarche participative.

5.2. Un partenariat scientifique prometteur

Avant le démarrage du projet en 2006, le contexte¹² ne s'avère guère favorable à l'harmonisation des méthodologies de suivi de la vulnérabilité, domaine où chaque organisation prétend avoir un outil plus performant que sa voisine. L'intelligence du projet APCAN est d'amener des structures qui ont peu l'habitude de coopérer entre elles à investir dans une même approche afin d'améliorer les outils existants. En sélectionnant le CRA et le CRESA, Care s'attache des partenaires scientifiques légitimés par leurs compétences dans leurs domaines respectifs et complémentaires de l'expérience de Care sur les systèmes communautaires d'alerte.

La complémentarité des trois structures est également avérée en matière géographique (l'une travaille à l'échelle sous-régionale, les autres à l'échelle nationale et locale), opérationnel (de la recherche à la gestion de projet en passant par la recherche appliquée) et institutionnel.

Dans la pratique, l'organisation du partenariat scientifique a plutôt bien fonctionné. La désignation d'un point focal au CRA et au CRESA a facilité la coordination des activités entre Care et ces deux institutions. Celles-ci ont participé régulièrement aux réunions de pilotage et à certaines activités de terrain. Toutefois, les cultures institutionnelles avec d'un côté des administrations dont le fonctionnement s'apparente à une logique de recherche et de l'autre une ONG devant répondre à une logique de résultat dans un délai défini font que les équipes respectives ne progressent pas à des vitesses similaires.

Malgré ces différences, les partenaires se sont acquittés de la plupart des activités dont ils avaient la charge. Les critiques énoncées à leur rencontre dans l'évaluation à mi-parcours sur les activités de recherche-action et de modélisation demeurent valables :

« Cependant, dans les étapes de suivi et évaluation et de capitalisation, les partenaires scientifiques ... ont été très peu impliqués dans la recherche-action sur le terrain (peu de missions de terrain pour suivre l'application du dispositif, l'adaptation des outils, l'appropriation etc...). AGRHYMET et CRESA ont donc très peu suivi l'expérimentation du dispositif sur le terrain devant déboucher sur la validation du dispositif et la modélisation.

Le retard dans l'effectivité du dispositif de recherche-action sur le terrain et le retard observé dans le démarrage du processus de modélisation du dispositif en sont certainement pour quelque chose. »

Comme le signale le même rapport, le CRA a aussi dû faire face à la défection de son expert en modélisation. L'exercice de modélisation requiert des compétences pointues en connaissance informatique (cf. chapitre précédent sur la partie modélisation) et nécessite des moyens en temps et en argent que le projet avait sous-estimé dans son budget.

5.3. SAP: une alliance à intérêt mutuel

Passé une période d'apprentissage, la CC/SAP a pleinement collaboré à l'expérimentation APCAN jusqu'à en reprendre ses principes dans six autres départements tests. Principal bénéficiaire institutionnel de l'action, elle a été associée de la conception à l'exécution de l'ensemble des activités. Cette collaboration ne semblait pas évidente au démarrage du projet mais, à la sortie de la crise 2005, la CC/SAP était appelée « à bouger » afin d'améliorer son système de suivi. La proposition d'un ciblage à une échelle infra-départementale correspondait aux attentes des décideurs et la démarche proposée complétait son organisation sans remettre en cause sa méthodologie et les structures du DNPGCA en région.

¹² voir le chapitre introduction

Ces facteurs ont facilité la coopération qui s'est rapidement concrétisée dans le travail d'harmonisation des outils de suivi. Intentionnellement ou non, un compromis s'est dessiné entre les deux structures afin que les fiches SAP avec un contenu peu remanié soient introduites dans les OSV communaux et que les outils développés par Care soient implantés dans les SCAP/RU communautaires.

Après trois ans de recul, le système de suivi local promu par APCAN est totalement intégré dans le fonctionnement du SAP.

Par contre, les CR du DNPGCA des trois départements ont été quelque peu écartés de la nouvelle démarche. Leur isolement dans le suivi effectué par la SAP n'est pas propre au projet APCAN. Vraisemblablement, que seule l'implantation de représentant en région du Dispostif pourrait à terme combler cette lacune.

5.4. Des CS/R remobilisés

APCAN s'est largement appuyé sur les CS/R (en partenariat avec certaines ONGs à Madarounfa et Filingué) pour assurer la mise en place des structures locales, réaliser des missions de suivi et de formation continue. Ce choix paraît tout à fait opportun comme ils constituent le maillon le plus déconcentré de la chaîne du SAP et se situent dorénavant à l'interface entre les autres composantes du DNPGCA et les structures locales gérées par les populations et leurs élus.

Cette relégitimation de leur rôle s'est également traduite par des responsabilités accrues confiées dans le traitement des informations et l'analyse avec la synthèse mensuelle. Une masse colossale d'informations leur parviennent dorénavant chaque mois avec l'obligation de les contrôler et les valider.

Pour ce faire, les CS/R et principalement leur secrétaire général ont bénéficié de nombreuses formations (informatiques, outils du projet, thématiques) et disposent d'un appui en fournitures et en carburant et prise en charge de per diem de la part d'APCAN (env. 100 000 FCFA/mois).

En dehors des difficultés de gestion informatique (voir chapitre précédent partie informations), l'implication des CS/R dépend essentiellement de la motivation des cadres qui l'animent et de la personnalité de son secrétaire. Il s'avère que le travail du CS/R normalement effectué en réunion repose le plus souvent sur un travail individualisé dans chacun des services concernés.

Un effet indirect bénéfique du projet est qu'il délivre les services techniques (en fait la direction départementale de l'agriculture) de la responsabilité de porter « seul » le diagnostic ciblant les zones les plus à risque du département.

Le diagnostic est dorénavant partagé entre le CS/R qui demeure en charge du traitement et de la validation des informations et les OSV et les SCAP/RU qui l'alimentent en données de terrain.

Il faut regretter à ce sujet que très peu d'informations et analyses (cartes pluviométriques, indice de biomasse, évolutions des prix du bétail et des céréales, etc.) disponibles dans les structures basées à Niamey (SIMs, CRA, DMN, FEWS net, SAP à travers leurs bulletins respectifs) soient mises à disposition des CS/R¹³ pour les aider à réaliser le diagnostic dans leur département. Ce retour d'informations constituerait un gage de motivation supplémentaire pour des agents qui verraient la manière dont les informations produites en région sont exploitées.

5.5. OSV : une légitimation du pouvoir communal

Avec l'avènement des mairies en 2004, les communes sont appelées à jouer un rôle moteur dans le développement socio-économique et l'aménagement de leur territoire. Ces réalités sont toutefois grandement limitées par les moyens mis à leur disposition.

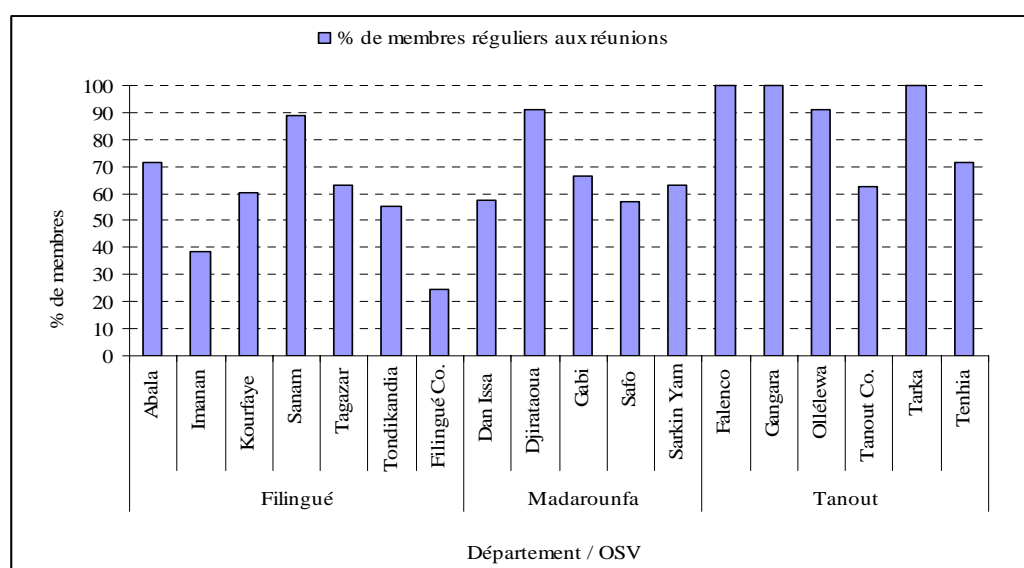
En proposant d'appuyer l'organisation d'un suivi des conditions de vie des populations et un système de déclenchement d'alertes, les communes ont de suite adhéré voyant une légitimation de leur rôle de représentants des populations. Ce mécanisme formalise un

¹³ Pour les zones frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et Nigéria, il est également intéressant de connaître la situation agricole, pastorale, alimentaire,... des populations frontalières pour estimer leurs éventuelles répercussions sur les populations nigériennes.

processus décisionnel dans lequel les élus communaux sont consultés et réfèrent selon les nécessités au niveau supérieur en renforçant leur position « d'arbitre ». Elle constitue un apport remarquable du projet dans la concrétisation de la décentralisation des pouvoirs au Niger.

Les réunions des OSV se tiennent une fois par mois en présence des élus, représentants d'association et responsables de services techniques. Les OSV sont composés de 20 à 30 membres selon les communes. Le projet prend en charge des frais de fonctionnement des OSV (pause-café, carburant, frais de déplacement, fournitures, gratification de certains points focaux). On peut estimer à environ 60 000 FCFA /mois les coûts de fonctionnement d'un OSV. Ces appuis sont une source de motivation des différents membres, et une épine tirée des pieds des Maires, Présidents des OSV, soucieux d'assurer l'assiduité des membres de l'OSV aux réunions mensuelles. Selon l'enquête de préévaluation (figure ci-dessous), le taux de présence des membres des OSV aux réunions mensuelles est supérieure à 50 %.

Figure n°5



Malgré le souhait du projet d'une présence suffisante de femmes dans les OSV, celles-ci ne représentent guère plus de 10 % dans ces assemblées ; ce qui correspond à leur taux de représentation dans les conseils communaux.

Au sein de l'OSV, comme pour les CS/R, la cheville ouvrière est le technicien du district agricole (parfois le représentant de l'élevage dans les zones pastorales) chargé de centraliser et valider les fiches émanant des SCAP/RU, de remplir les fiches d'indice de vulnérabilité et de suivi permanent et d'assurer un appui-conseil aux structures communautaires.

5.6. SCAP/RU : l'émergence d'un droit à la parole et un engouement démonstratif

Lors des focus group organisés par la mission, celle-ci a constaté un engouement et investissement impressionnants des membres des SCAP/RU pour les tâches dont ils ont la responsabilité malgré les difficultés de l'exercice (cf. § suivants). Une certaine fierté émane de ces membres qui deviennent les représentants d'un groupement de villages, le village central du SCAP/RU devenant en quelque sorte un village « modèle » selon les témoignages.

Bien plus qu'un simple chaînon dans un système d'information, les SCAP/RU ont établi un moyen d'expression des réalités vécues. Ces assemblées constituent un droit à la parole, un sentiment de se sentir utile pour sa communauté et écouter par les responsables politiques et l'administration.

Pour rappel, les SCAP/RU couvrent normalement une zone dans un rayon de 5 km autour d'un village central. En réalité, la plupart des SCAP/RU s'occupe de plus vaste zone allant jusque 20 villages¹⁴. Les distances entre le village central et les villages satellite sont également plus longues que prévues (24 km pour le village le plus éloigné de la SCAP/RU de Fandou et 4 heures de marche pour le village le plus éloigné à Diguina).

Deux types d'organisation des SCAP/RU ont été observés sur le terrain :

- les 24 membres sont issus du même village central et en fonction de leurs liens familiaux, déplacements habituels (vers les marchés de la zone) ou des évènements et cérémonies sont mandatés pour recueillir les informations dans les villages satellite ;
- le président, le secrétaire et quelques membres sont issus du village central, les autres membres représentent les villages satellite et se déplacent pour assister aux réunions.

Au vu des observations de la mission, la première forme d'organisation domine nettement. Elle impose de fréquents déplacements et mobilisation de ses membres pour des activités « sociales » mais non rémunératrices. Les SCAP/RU ont fonctionné grâce au bénévolat. Ils ont bénéficié d'un apport en « vivres pour formation » de la part du PAM. Cette distribution a permis de les remotiver faute d'interventions concrètes d'APCAN en réponse aux situations critiques signalées.

Tous les 62 SCAP/RU mis en place par le projet APCAN tiennent des réunions au niveau communautaire. Moins de 5 %¹⁵ éprouvent des difficultés à maintenir le rythme de réunion bimensuel.

Les SCAP/RU comptent chacun 24 membres dont 75 % des femmes. Ce ratio semble parfaitement respecté dans toutes les structures visitées par la mission. Le choix d'inclure un nombre plus élevé de femmes s'avère judicieux aux dires mêmes des communautés de par leur implication plus marquée dans la gestion de la sécurité alimentaire des ménages. Les fiches contiennent 6 secteurs à remplir sur les conditions de vie des populations (accès à l'alimentation, santé humaine, nutrition, conditions d'élevage et santé animale, relations sociales et environnement et gestion des ressources naturelles) et dans chaque SCAP/RU 4 personnes sont désignées afin de recueillir les informations de chacun des secteurs.

Les membres participent régulièrement et de façon effective (80 % à 100 % des membres)¹⁶ aux réunions techniques dans tous les SCAP/RU, à l'exception de quelques uns.

Le niveau d'instruction de leurs secrétaires généraux ne semble pas trop handicapé le remplissage des fiches de suivi. Dans le département de Filingué, les (SG) des SCAP/RU ont un niveau d'instruction équivalant au secondaire (collège, lycée) pour 76 % de ces structures communautaires. Dans le département de Madarounfa, les SG des SCAP/RU ont un niveau d'instruction globalement plus bas, avec un niveau école primaire pour 27 % des SCAP/RU, un niveau secondaire pour seulement 40 % des SCAP/RU et 33 % sont instruits à travers des cours d'alphabétisation.

Dans le département de Tanout, 54 % possèdent le niveau secondaire, 31 % le niveau école primaire et 12 % sont alphabétisés¹⁷.

¹⁴ Deux des six SCAP/RU rencontrés par la mission couvre 20 villages, la moyenne avoisinant 15 villages.

¹⁵ Enquête de préévaluation

¹⁶ Ibid

¹⁷ Ibid

6. Conclusions : bilan des critères d'évaluation

L'intégration des OSV et SCAP/RU dans la chaîne d'information du DNP-GCA constitue un apport intéressant dans le suivi de la vulnérabilité, en facilitant notamment le ciblage des populations vulnérables. En initiant leur mise en place dans trois départements test (Filingué, Madarounfa et Tanout), le projet APCAN et ses partenaires offrent désormais aux communautés locales l'opportunité de s'impliquer pleinement dans le DNP-GCA pour produire des informations sur leur propre vulnérabilité.

Cette étude a permis d'évaluer le fonctionnement des structures communautaires et communales à travers la vérification de l'engagement de leurs membres vis-à-vis de la collecte et la transmission des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du niveau d'appropriation des outils mis à leur disposition.

6.1. Pertinence et cohérence : très forte

Le contexte qui prévaut avant le démarrage du projet n'incite guère à l'optimisme. Il se caractérise par :

- un diagnostic insatisfaisant des facteurs à l'origine de la crise alimentaire et nutritionnelle 2004/05 ;
- un déficit d'harmonisation des méthodologies de suivi de la vulnérabilité ;
- le cloisonnement de la filière SAP ;
- la sensibilité politique des informations liées à la sécurité alimentaire.

Impliqué depuis plusieurs années dans le suivi de la vulnérabilité (avec les enquêtes menées sur la sécurité alimentaire des ménages, l'implantation de systèmes communautaires d'alerte, la participation au groupe régional d'harmonisation des méthodologies) et gérant de longue date des projets dans le domaine de la sécurité alimentaire, Care est sans doute l'organisation au Niger la mieux outillée pour démarrer une initiative pouvant répondre à ces différents défis.

Le document de projet APCAN prend parfaitement en compte la complexité de la situation et a l'intelligence d'associer l'ensemble des acteurs clés dans sa logique d'intervention.

En outre, le projet est cohérent avec les politiques publiques du Niger dont plus particulièrement la Stratégie de Développement Rural (programme 9.1) et l'accord-cadre du Dispositif de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires. Dans le programme de Care Niger, l'action s'intègre dans une continuité d'amélioration des systèmes d'alerte communautaires et dans le renforcement des capacités des populations vulnérables en impliquant au premier chef les femmes.

6.2. Efficience : satisfaisante

L'efficience d'un projet expérimental n'a sans doute pas beaucoup de sens à être mesurée. D'autant qu'en tant qu'appui institutionnel, les investissements matériels étaient inexistantes. Toutefois, on peut mettre en exergue la rigueur de la gestion financière commune à l'ensemble des projets de Care comme élément contributif de l'efficience du projet.

Les coûts liés à l'implantation et au fonctionnement des SCAP/RU ont été particulièrement bas puisque le bénévolat constitue la règle : environ 1500 personnes travaillent tous les 15 jours à rassembler l'information et la valider en assemblée générale. En faisant appel au PAM pour soutenir les SCAP/RU, le projet n'a engagé aucun frais supplémentaire. D'autre part, le budget formation étant limité, APCAN a assuré à coût réduit par un processus de formation en cascade l'encadrement de ces structures.

Dans le cadre des OSV et des CS/R, le coût de recueil et traitement de l'information n'est pas nul. Il s'agit sans doute du prix à payer afin de maintenir un réseau dynamique mais des solutions de prise en charge devront être trouvées à l'avenir avec l'ensemble des parties (cf. durabilité).

Avec plus de 30 % du budget dépensé dans les ressources humaines, le projet n'apparaît pas des plus vertueux surtout quant à l'efficience des appuis techniques dont devaient bénéficier APCAN de la part de l'organisation Care Niger. Compte tenu du retard de la modélisation, il est à craindre également que cet investissement ne se concrétise pas avant la fin de vie du projet.

6.3. Efficacité : satisfaisante

Les réalisations sont présentées dans le chapitre 2. Le tableau ci-dessous en synthétise les appréciations.

Activités	Degré de réalisation
R1 : Le fonctionnement du DNP-GCA est amélioré en tenant compte des perspectives locales	
A.1.1 : Analyse et harmonisation des outils du dispositif actuel d'alerte précoce	+++
A.1.2: Renforcement des capacités des structures chargées de l'alerte précoce aux différents niveaux	+++
A1.3 : Mise en place des observatoires sur le suivi de la vulnérabilité	+++
A1.4 : Mise en place d'un mécanisme de concertation fonctionnel sur le suivi de la vulnérabilité (réseau d'acteurs à l'échelle nationale)	++
A1.5 : Suivi et évaluation de la performance du nouveau dispositif SAP	+++
R2 : Les causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire sont identifiées et analysées au niveau local et national	
A2.1 : Etat des lieux sur la situation de vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménages (aspects socio-économie, nutrition, ...)	++
A2.2 : Enquête sur la dynamique de la vulnérabilité des ménages	+
A2.3 : Edition et publication à grande échelle de l'étude sur la dynamique de vulnérabilité des ménages	En cours
R3 : Une méthodologie de suivi de la vulnérabilité prenant en compte le niveau local est testée et validée au niveau national	
A3.1 : Mise en place d'un dispositif de recherche action aux différents niveaux (du national au local)	++
A3.2 : Mise en place des mécanismes locaux d'alerte précoce et phase test	+++
A3.3 Validation et Modélisation du dispositif	En cours
A3.4 : Partage et diffusion de la méthodologie (ateliers locaux et nationaux)	En cours

Le niveau de réalisation des activités est globalement satisfaisant. Des trois résultats attendus, le premier qui concerne l'amélioration de la capacité du DNP-GCA à recueillir et

analyser les informations en intégrant les acteurs locaux dans le système (du micro communautaire au macro national) constitue le résultat le plus abouti. Des avancées ont été obtenues sur les résultats deux et trois mais pas à la hauteur des ambitions du document de projet initial.

Par rapport aux contraintes du contexte de départ, le projet APCAN a :

- montré la possibilité de mieux suivre les facteurs de vulnérabilité au niveau local ;
- rassemblé plusieurs acteurs clé dont principalement la CC/SAP afin d'aboutir à un consensus sur les outils de suivi (essentiellement fiches de collecte, base de données, principe d'une modélisation des analyses) ;
- décloisonné la filière SAP en l'ouvrant largement aux structures en dehors de l'administration ;
- conforté le processus de décentralisation à travers des structures locales de suivi et de réponse aux crises.

6.4. Impact : limité mais avec des effets indirects positifs

Deux objectifs globaux avaient été fixés. Le premier concernait la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté des ménages. Les résultats sont faibles car l'objectif de départ était lui trop ambitieux sans interventions concrètes de la part du projet lorsque des crises étaient détectées. Dans des zones où plus de 60 % des populations vivent sous le seuil de pauvreté, les ménages sont devenus très vulnérables à n'importe quelle source endogène ou exogène de déstabilisation de leurs maigres ressources en nature ou monétaires. Face à tout bouleversement d'une certaine ampleur, les communautés comme la plupart des communes étaient démunies pour en atténuer les conséquences et comptaient sur le DNP-GCA ou d'autres acteurs pour les aider.

De nombreux SCAP/RU ont signalé la présence d'organisations actives dans la lutte contre la malnutrition avec semble-t-il une réduction progressive des taux d'enfants malnutris dans ces villages. La mesure de l'impact du projet aurait par conséquent nécessité de discerner l'effet de celui-ci des contributions de ces organisations comme plus globalement de celles agissant par des actions de renforcement de la sécurité alimentaire. Aucun instrument de mesure n'a été envisagé.

Le second objectif vise l'amélioration des performances du DNP-GCA. Si l'amélioration de la fonction information du Dispositif est avérée avec une intégration des crises détectées localement, aucune avancée majeure n'est constatée dans les autres fonctions de prise de

décision, coordination des acteurs ou réponse aux crises gérées par le DNP-GCA¹⁸. On peut toutefois mettre au crédit du projet une plus grande efficacité des interventions du Dispositif par sa contribution à un ciblage plus précis des populations bénéficiaires. L'abandon de la liste des villages déficitaires, traditionnellement bénéficiaires des actions du Dispositif, constitue aussi un gage de plus grande efficacité, d'objectivité et de plus grande confiance des populations envers le système dans lesquelles elles sont directement impliquées.

Ce dernier point constitue par ailleurs un fait marquant du projet. En ouvrant le Dispositif aux bénéficiaires finaux des interventions de gestion des crises, celui-ci gagne en crédibilité auprès des populations et normalement devrait voir réduire les intrusions du politique dans les diagnostics techniques d'insécurité alimentaire.

6.5. Durabilité : Fort potentiel

Phénomène suffisamment rare pour être signalé, les structures locales qu'APCAN a aidé à mettre en place possèdent un potentiel important de viabilité au delà de la vie du projet. L'intérêt et la motivation des communautés et des communes sont indéniables en faveur de la perpétuation des activités ; ce qui peut paraître surprenant après plus de trois ans sans grand investissement pécuniaire du projet en faveur de la sécurité alimentaire.

Le moyen le plus efficace de maintenir un réseau local performant consiste à développer des outils de gestion des risques de proximité en réponse plus directe aux crises vécues par les populations. D'autres éléments viendront conforter le réseau, le soutien en vivres aux SCAP/RU (répétition des aides du PAM), la formalisation du statut des structures locales, une prise en charge des coûts de fonctionnement par les budgets communaux ou encore l'intégration formelle (par exemple après accord entre APCAN et la CC/SAP) de ce réseau dans les activités régulières de la CC/SAP. Sur ce dernier point, l'intention de la CC/SAP de répliquer l'expérience dans ses 6 départements test devraient logiquement aboutir à la reprise des réseaux existants.

En matière de répliquabilité des outils, d'autres projets de Care où ont été implantés des systèmes communautaires ainsi que d'autres organisations comme Aren ont déjà bénéficié de l'expérience d'APCAN.

¹⁸ Est-ce que les crises détectées dans les trois départements test auraient reçu moins d'attention si APCAN n'existait pas ? Il n'y a a priori aucun argument pour répondre par l'affirmative.

6.6. Innovation

Le projet a été à l'initiative d'innovations et améliorations méthodologiques au Niger ainsi que d'une bienvenue harmonisation des outils. Toutefois, on peut regretter que la recherche action programmée durant cette phase d'expérimentation n'ait pas été poussée plus loin ; notamment, en matière d'organisation des SCAP/RU, de spécificités de suivi des zones pastorales, de leçons à tirer des modélisations informatiques de l'analyse de la vulnérabilité en Afrique de l'ouest et en Afrique de l'est, de technologies de transmission des informations ou encore d'analyses plus poussées des informations recueillies par les structures locales.

7. Recommandations

Les recommandations sont présentées en trois parties. Elles concernent :

- les activités centrales du projet avant sa clôture à la fin de l'année 2009 ;
- les recommandations pour la viabilité à court terme du réseau mis en place et les améliorations souhaitables ;
- des recommandations de moyen terme afin d'améliorer la prévention et gestion des crises alimentaires notamment à l'adresse du DNPGCA et de la politique de développement rural du gouvernement.

7.1. Recentrage des activités avant la fin de projet

Le projet devrait recentrer son programme sur une série limitée d'activités d'ici fin octobre, les deux derniers mois étant consacré à la clôture financière du projet et à la production des rapports d'exécution. Ces activités sont les suivantes:

- assurer la publication du document de capitalisation en coordination avec le CRESA ;
- finaliser les guides méthodologiques d'implantation des SCAP/RU et des OSV et les éditer ;
- présenter les résultats du projet en atelier dans les 3 départements et lors d'un atelier national ;
- organiser une réunion dans la deuxième quinzaine de septembre afin de faire le point sur l'état d'avancement de la modélisation sachant que le CRA devra produire un rapport final fin octobre.

7.2. Recommandations à court terme

L'expérience APCAN comporte de nombreux éléments positifs dont plus particulièrement la structuration locale du recueil et de la validation des informations sur la sécurité alimentaire et l'engouement des populations à y contribuer. Ces constats comblent plusieurs des lacunes concernant la gestion défailante du DNP-GCA de la crise 2004/05. Cette expérience mérite par conséquent d'être consolidée et pérennisée. Dans ce sens, plusieurs recommandations sont émises :

1. Disposer d'un instrument décentralisé d'interventions

Le meilleur moyen de maintenir actif ces réseaux locaux est de pouvoir apporter des solutions en réponse aux crises détectées dans ces départements. Actuellement, le DNP-GCA intervient en dernier ressort avec des actions d'atténuation et d'urgence sur certains types de crise (alimentaire essentiellement) dépassant un seuil de gravité défini dans le plan de contingence.

Une gestion locale des crises avérées, voire en amont des alertes, offre plusieurs avantages : réponse plus rapide entraînant une dégradation moins sévère de la situation alimentaire et nutritionnelle, interventions plus adaptées à la diversité du terrain, meilleure prévisibilité de l'aide par les populations pouvant mieux intégrer ces aides dans leurs propres stratégies de gestion, implication et responsabilisation plus forte des populations et des communes, meilleur ciblage des aides, etc.

Plusieurs catégories d'actions peuvent être promues avec différents objectifs :

- actions d'atténuation et de gestion des crises locales : instrument à la vocation similaire que le DNP-GCA mais décentralisé. Cet instrument fait appel au Dispositif quand sa capacité de réponse est insuffisante.
- actions de prévention : instrument fournissant des aides et subventions pour démarrer la campagne agricole afin de maximaliser les résultats de la production annuelle (semences, engrais, etc.), pour faciliter l'accès physique et financier aux denrées de base (banques de céréales, warrantage, etc.) et pour accroître les opportunités de travail.
- actions de réhabilitation : instrument ciblant les populations ayant dû faire face à une crise et les aidant à réduire leur vulnérabilité par après.
- actions de renforcement de la résilience des ménages vulnérables : en amont de la gestion des crises, fournir des aides économiques et/ou sociales en visant la réduction de la vulnérabilité structurelle des populations et ainsi diminuer la fréquence des crises et limiter les interventions du DNP-GCA.

Certaines actions peuvent combiner les effets de plusieurs de ces catégories.

2. Consolider le réseau existant avec la perspective de sa pérennisation

Le projet s'arrête fin de l'année 2009. Care Danemark va introduire une nouvelle demande de subvention auprès de la CE afin de poursuivre l'essentiel des activités existantes et développer un volet d'interventions dans la logique de la recommandation exposée ci-dessus. Si cet appui se concrétise¹⁹, il permettra à court terme d'assurer les financements nécessaires à la maintenance et à l'appui-conseil aux structures existantes : SCAP/RU et OSV.

Cette période de transition devrait aussi être mise à profit afin de :

- perfectionner l'organisation des SCAP/RU en poursuivant le processus de recherche-action sur quelques questions clés : adaptation de la fréquence des réunions, répartition des membres entre village central et villages satellite, organisation adéquate en zone pastorale, validation de la fiche NEC et en général des indicateurs liés au pastoralisme ;
- compléter progressivement le maillage des villages des trois départements avec de nouveaux SCAP/RU ;
- renforcer les capacités analytiques des OSV et CS/R notamment par la mise à disposition d'informations et des bulletins disponibles à Niamey. Un accès régulier des chefs-lieux de départements au courrier électronique et à internet permettrait d'envisager une sérieuse amélioration ;
- réfléchir et tester des moyens de transmission plus performants à l'exemple du SIMA dans le cadre de son suivi des marchés grâce à l'usage des cellulaires.

Cette période de transition devra aussi trouver des solutions durables au fonctionnement du réseau en terme institutionnel et organisationnel (lien avec le SAP et le DNP-GCA) ainsi que de sa prise en charge financière (contribution des différentes parties intéressées c-à-d membres du DNP-GCA, communes, communautés).

Passée la phase d'apprentissage et de mise en place des structures locales, les CS/R devraient être désignés pour fournir l'appui-conseil nécessaire au maintien du réseau.

Si on peut penser que la meilleure des réponses pour mobiliser les SCAP/RU est de fournir des aides nécessaires au moment opportun, la formule du bénévolat devra toutefois faire l'objet d'une réflexion dans le cadre d'un fonctionnement à long terme de ces structures. Il s'agira d'identifier des pistes dans leur organisation (rotation des membres, réduction des tâches en cas de conjoncture satisfaisante, ...) ou dans des soutiens de long terme (aide de la commune, du PAM, ...) pouvant maintenir cette motivation intacte.

¹⁹Dans le cas contraire, il serait souhaitable de trouver des financements institutionnels (DNP-GCA ou autre) le temps de clarifier une prise en charge plus pérenne (cf. ci-dessous).

3. Poursuivre la modélisation

Le travail de modélisation constitue indéniablement une plus-value pour un système d'information sur la sécurité alimentaire mais cela mérite aussi de prendre le temps nécessaire pour atteindre une forme aboutie et satisfaisante. Or, en raison des retards enregistrés, le projet APCAN ne pourra faire bénéficier la CC/SAP de cet outil d'analyse.

La mobilisation de financement additionnel en 2010 s'avère par conséquent indispensable à sa finalisation. Le cahier des charges devra :

- définir les étapes restantes ;
- tirer les leçons des expériences passées de modélisation dans la sous-région voire en Afrique de l'est ;
- s'assurer que le modèle intègre bien les facteurs de crise d'accessibilité (dont les éléments recueillis dans le cadre des profils structurels) ;
- recourir aux compétences informatiques nécessaires à un travail exigeant.

7.3. Recommandations de moyen terme

Les potentialités découlant de l'expérience APCAN menée par Care avec les partenaires principaux de l'action (CC/SAP, CRA, CRESA, communes et communautés bénéficiaires) incite à recommander des évolutions stratégiques de moyen terme du DNP-GCA et de la SDR.

1. Extension du réseau

Le DNP-GCA devrait envisager une extension des OSV et SCAP/RU à d'autres départements du Niger ; le coût d'entretien²⁰ d'un tel dispositif étant raisonnable par rapport aux bénéfices tirés.

2. Promotion de dispositif décentralisé de gestion des crises alimentaires

La mise en place de dispositifs décentralisés de prévention et gestion des crises alimentaires, en synergie avec le DNP-GCA agissant au niveau national, offre l'opportunité de renforcer la capacité globale du Niger à répondre à l'insécurité alimentaire récurrente.

²⁰ Le coût de fonctionnement par commune (OSV et ses SCAP/RU) a été estimé durant cette phase expérimentale à 50 000 FCFA par mois.

Elle améliore la prévisibilité des interventions par un lien plus étroit et rapide entre l'alerte, la prise de décision et l'exécution. La prévisibilité sera accrue également par l'intégration des interventions dans des plans locaux de contingence eux-mêmes articulés avec les PDL. Cette articulation permet de préciser le rôle d'un dispositif de réponse décentralisé et son implication dans le continuum urgence-réhabilitation-développement.

Un tel dispositif facilite la gestion locale des interventions en réponse à des crises d'ampleur moyenne. Des mécanismes doivent être définis entre les instruments d'allocation des aides décentralisées et les instruments du DNP-GCA qui conserve un mandat pour les crises de forte intensité.

Incrits dans la politique locale de développement, les instruments décentralisés de solidarité devraient être alimentés par différentes sources de financement (contributions obligatoire ou facultative des communes à partir des impôts et taxes, projets de développement, autre).

Annexes

Programme de la mission

Chronogramme de rencontre à Niamey avec les consultants pour l'évaluation finale du projet APCAN

Date	Structure	Personne à rencontrer
25/08/2009	CRESA	Pr Balla Abdourahamane
		Pr Adam Toudou
	AGHRYMET	Alhassane Aghali
		Amadou Bocar Bal
	INS	Biyamini Ekadé
MEIA	Fodé Camara Sanoussi	
26/08/2009	SAP	Hamani Harouna
		Saidou OUA
	CCA	Mounkaila Hamidou
		Arboncana Ousman
	PAM	Perrine Geniez
Lawan Tahirou		
05/09/2009	AGHRYMET	Oumar Boukari Maman Kallamou Sangoti Henri Samba Abdallah

07/09/2009	UE	Olivier Lefay
08/09/2009	FEWSNET	Yacouba Hama Abdou
	FAO	Yabilan Mamane

- 24 Aout 2009 : prise de contact entre les deux consultants (international et national) puis entretien avec le chef du projet APCAN sur la compréhension de notre mission et les attentes du projet. Par la suite, le chef du projet nous a introduits successivement auprès du Directeur par intérim et du conseiller technique international de CARE pour une prise de contact suivi d'un entretien. Le reste de la journée a été utilisé à la préparation de la mission de terrain par l'identification des OSV, des SCAP/RU, ainsi que des partenaires à rencontrer. Sur la base des échanges avec le chef du projet, les zones pastorales (OSV d'Abala et Tenhya), compte tenu du problème d'insécurité, ne peuvent pas être visitées par les évaluateurs. Cependant les représentants de ces OSV seront présents au passage de la mission dans les chefs lieux des départements (Filingué et Tanout).
- 25 Aout : rencontre avec le CRESA et le Centre Régional Aghrymet (partenaires scientifiques d'APCAN), l'Institut National des Statistiques, le Ministère de l'Elevage et des Industries Animales.
- 26 Aout : rencontre avec le SAP, la CCA, le Pam. C'est au cours de cette journée que la séance de briefing s'est tenue en présence de l'équipe du projet APCAN et de certains Responsables CARE-Niger. Au cours de cette rencontre les évaluateurs ont soumis à l'appréciation des participants leur méthodologie et leur programme détaillé des visites de terrain et des rencontres. Ils ont recueilli les observations et les informations des participants pour affiner la méthodologie et le programme de travail.
- 08 Septembre 2009 : rencontre avec FEWSNET et la FAO

Chronogramme de la phase terrain de l'évaluation finale du projet APCAN

Dates	Activités	Période
27/08/2009	Voyage Niamey-Maradi	
28/08/2009	Rencontre avec le C/SR de Madarounfa	9h 00-11h
	Rencontre avec AREN BR Maradi	12h-13h
	Voyage sur Zinder et Rencontre avec Aquadev	16h30
29/08/2009	Voyage sur Tanout	07h
	Rencontres avec le C/SR	9h-10h30
	OSV Tanout	10h30-11h30
	OSV Tenhya	11h30-13h
30/08/2009	SCAP/RU Guinia Mahamane	8h30-10h
	SCAP/RU Garin Bagala	11H30-13h
	SCAP/RU Baboulwa	13h30-15h
	OSV Olléléwa	15h30-17h
31/08/2009	Voyage Zinder- Maradi	07h-10h
	Rencontre avec CR Maradi	10h30-11h30
	SCAP/RU Takabo	14h30-16h
01/09/2009	OSV Gabi	8h30-10h
	OSV Dan Issa	12h30-14h
	SCAP/RU Garin Ganuou	14h30-16h
02/09/2009	Voyage Maradi-Filingué	07h-17h
03/09/2009	Rencontre C/SR	08h30-10h
	OSV Abala	10h-11h
04/09/2009	SCAP/RU Diguina	9h-10h30
	OSV Tondikandia	11h-12h30

	SCAP/RU Fandou	14h30-16h
	Retour à Niamey	Niamey

Autres entretiens : Progres à Maradi, JEDEL à Filingué, ancien suivi et évaluation d'APCAN à Birnin Konni.

Réunions et focus group : Personnes présentes

Liste de présence : Réunion avec les membres des OSV du département de Filingué
03/09/2009

N°	Nom et prénom	Fonction/Structure	Localité
1	Mme Maman Haoua	Rapporteur OSV	Chical
2	Salha Boubacar	1 ^{er} Adjoint Maire	C.U. Filingué
3	Adamou Niandou	Secrétaire OSV	Filingué
4	Mahamadou Saïdou	Maire	Sanam
5	Djibrina Salifou	Secrétaire OSV	Abala
6	Ali Dagi	Rapporteur OSV	Imanan
7	Fati Kouzey	Représentante Maire	Imanan
8	Issoufou Oumarou	Rapporteur OSV	Sanam

Liste de présence : Réunion du CSR du département de Filingué 03/09/2009

N°	Nom et prénom	Fonction/Structure	Contact
1	Mohamed Abdou Assaleh	Préfet	
2	Yahaya Mahamane Salha	District sanitaire	
3	Bagué Abdou	Pop & Reformes sociales	
4	Moumoumi Mossi	DDAAT/DC/Adjoint	
5	Abdoulaye Elh Mainassara	ONG Jedel	
6	Barmo Dan Iya	ONG Jedel	
7	Issa Ousmane	DDEIA/ Adjoint	
8	Mme Mamane Haoua	A.Adm.APCAN	
9	Assane Mahaman	DDELLCD	
10	Diallo Moussa	DDDA	
11	Mme Assaleh Halima Aboubakar	DDPF/PE	
12	Ibrahim Adamou	FNIS	

Liste de présence réunion évaluation finale APCAN avec C/R Maradi

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Ali Mahamane	RSA/DRAA	
2	Maman Ibrah	DRE/LCD	
3	Mahaman Elh. Moussa	DRE/IA	
4	Soumana Djibo	AT/RECAP	
5	Mme Abdou Maïmouna	DRPF/PE	
6	Harouna Kané	DRAT/DC	
7	Hassane Issaka	CDHRH/DRH	

Réunion évaluation finale APCAN - réunion avec OSV Gabi 01/09/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Mahaman Na Abou	Maire Gabi	96 86 65 73

2	Moussa Bouzou	CDA Gabi	96 40 63 59
3	Rabiou Barmo	Chef CIB Gabi	96 09 39 09
4	Laouali Doufou	Conseiller communal Gabi	
5	Abdou Balla Idi	Dakin Kowa	96 20 91 47
6	Mani Bani	APE	97 30 70 21
7	Abdou Moussa	ACTM	97 83 35 13
8	Salissou Abdou	ADS	96 58 76 56
9	Issoufou Natagou	ANDDH	96 75 16 40
10	Garba Sarkin/Bindiga	Union Aïki Lafia	
11	Sani Oumarou	CR Gabi	96 83 21 41
12	Mahaman Malam Souley	SCOUT	96 29 41 46
13	Liman Sani Sabiou	Association islamique	
14	Adamou Na Abou	Représentant Chef de Canton	
15	Adamou Bakouso	Maire/Adjoint	
16	Iro Garba	CPF Gabi	
17	Yaou Oumarou	Radio Communautaire	
18	Moussa Na Allah	Répresentant ACTN	
19	Kané Dan Malam	Conseiller	

Liste de présence réunion évaluation finale APCAN avec OSV Dan Issa 01/09/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Sayadi Maman	Mairie CR Dan Issa	96 97 04 07
2	Mahaman Sani Mossa	Vice Maire CR Dan Issa	96 49 87 79
3	Ibrahim Rabo	Conseiller CR Dan Issa	97 27 68 68
4	Amadou Lawali	Conseiller CR Dan Issa	96 04 18 27
5	Habsou Idi	Conseillère CR Dan Issa	
6	Yahaya Salifou	Conseillère CR Dan Issa	96 67 61 74

7	Rabé Oumarou	Conseiller CR Dan Issa	96 41 54 76
8	Sani Moussa	Conseiller CR Dan Issa	96 52 12 22
9	Iro Elh. Abdou	Conseiller CR Dan Issa	96 06 22 00
10	Souley Ali	Conseiller CR Dan Issa	
11	Yacouba Issoufou	Conseiller CR Dan Issa	
12	Abdou Moussa	Conseiller CR Dan Issa	96 98 91 48
13	Ibrahim Salissou	Poste vétérinaire Dan Issa	96 97 91 75
14	Zahara Amadou	Rapporteur OSV	96 49 52 58

Réunion évaluation finale APCAN - réunion avec OSV Olléléwa 30/08/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Soumana Djibo	AT/RECAP APCAN	
2	Maman Naroua	S. Environnement	
3	Alka Moussa	Conseiller	
4	Maman Moussa	Agriculture	
5	Maman Boulama	Elevage	
6	Moussa Ganaou	Maire	
7	Salamou Bouba	Conseillère	

Réunion évaluation finale APCAN avec CRA 05/09/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Oumar Boukari	CRA	o.boukari@agrhyment.ne
2	Maman Kallamou	CRA	m.kallamou@agrhyment.ne
3	Songoti Henri	CRA	songoti@agrhyment.ne

Liste de présence restitution évaluation finale 07/09/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
----	-----------------	--------------------	---------

1	Abdallah Samba	AGRHYMET	96 27 03 23
2	Balla Abdourahamane	CRESA	96 27 10 44
3	Soumana Djibo	APCAN	96 21 54 48
4	Ary Tanimoune	ECB/CARE	96 88 82 95
5	Mme Souna Aïssa Boubacar	APCAN	96 12 93 00
6	Mme Mamane Haoua	APCAN	96 99 27 42
7	Alhassane Agali	AGRHYMET	96 59 36 56
8	Baoua Issoufou	APCAN	94 95 35 36
9	Mohamed Ali	CARE	94 95 35 68
10	Johannes Schoors	CARE	
11	Peter Wright	CARE	94 95 35 74
12	Zakari Madougou	CARE	96 09 00 84
13	Saïdou Oua	CC/SAP	96 88 20 26
14	Lawan Tahirou	PAM	20 72 23 20
15	Perrine Geniez	PAM	20 72 23 20
16	Daouda Yahaya	DRR/CARE	94 95 36 17
17	Hama Boureima	MEIA/DDP	96 88 93 34
18	Yabilan Maman	FAO	96 14 00 86
19	Bilyamini Ekadé	INS	96 50 74 52
20	Idrissa Amadou	CARE	94 95 35 72

Réunion évaluation finale APCAN avec OSV Damana 08/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Abdou Assane Djermakoye	Chef de canton Tondikandia	
2	Tahirou Seyni	Maire de la Commune rurale de Tondikandia	
3	Mamoudou Soumaila	SG observatoire	

4	Boubacar Adamou	Représentant des ONG	
5	Adamou Abagazé	Représentant de l'association Islamique	
6	Ramatou Alfari	Conseillère	
7	Kadi Mountari	Représentante de l'association féminine	
8	Oumarou Soumaila	Représentant de la chefferie	

Liste de présence rencontre avec le CSR et OSV de Tanout 29/08/2009

N°	Noms et Prénoms	Fonction/Structure	Contact
1	Soumana Djibo	AT/RECAP APCAN	96 21 54 48
2	Souleymane Roufai	Rapporteur OSV	96 29 26 58
3	Mamane Ibrahim	Représentant chef de Canton	97 33 32
4	Harouna Bouzou	Conseiller/Tanout	96 43 71 41
5	Habou Ousmane	Rep./Maire Tarka	96 01 73 16
6	Saliou Mahamadou	Rapporteur/OSV/Tarka	96 18 41 87
7	Maman Moussa	Rapporteur OSV Olléléwa	96 07 34 06
8	Garba Adji	Maire Tanout	96 42 90 32
9	Siradji Amadou	Maire Falenco	96 26 43 75
10	Moussa Ganaou	Maire Olléléwa	96 07 78 59
11	Abdou Elh. Zakari	Conseiller CUT	96 94 56 64
12	Abdoulkarim Idi	Conseiller CUT	
13	Guimba Guéro	Rapporteur OSV/Gangara	96 20 79 68
14	Hassan Boukary	Rapporteur OSV Falenco	96 75 69 94
15	Hadjia Hadiza Oumarou	Membre OSV Tanout	
16	Hadjia Aichatou Idi	Membre OSV Tanout	93 27 93 91
17	Gambo Gadajé	Membre OSV/C	96 48 02 63

18	Hadjia Salamou	Membre OSV	93 27 93 58
19	Lamy Alhassan	Membre OSV	
20	Ayou Garba	Membre OSV	
21	Angaiché Ali	Membre OSV	
22	Hassia Hamza	Membre OSV	
23	Amaria Souley	Membre OSV	
24	Abdoulkarim Idi	Conseiller CU/Tanout	96 47 88 43
25	Mahamadou Guirka	Conseiller CU/Tanout	
26	Issa Malam Souleymane	Conseiller	
27	Assahaba Aghali	Président OSV Tenhya	
28	Toumani Hama	Membre OSV Tenhya	
29	Ahmadou Lamido Saga	CSR/Tanout	
30	Adjaharou Yacouba	DDDA/Tanout	
31	Mamane Moutari	DDEIA/Tanout	
32	Abdou Barma	DDGR/CSR	
33	Issoufou Maman Abdou	CSR	

Liste de présence mission d'évaluation finale Madarounfa le 28/08/2009

N°	Nom et prénom	Fonction	Structure	Contact
1	<i>Soumana Djibo</i>	<i>AT/RECAP</i>	<i>APCAN</i>	<i>96 21 54 48</i>
2	<i>Mahamane Na Abou</i>	<i>Maire</i>	<i>Gabi</i>	<i>96 26 65 73</i>
3	<i>Barkai Malam Ousmane</i>	<i>SG</i>	<i>Prefecture</i>	<i>96 47 64 06</i>
4	<i>Saadou Agadah</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>D Sanitaire</i>	<i>96 53 62 75</i>
5	<i>Maman Sahirou</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>Elevage</i>	<i>96 55 05 24</i>
6	<i>Moussa Bouzou</i>	<i>SG</i>	<i>OSV Gabi</i>	<i>96 40 63 59</i>
7	<i>Issifou Seyni</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>DDDA</i>	<i>96 96 07 00</i>

8	<i>Mamane Souley</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>Genie Rural</i>	96 49 52 63
9	<i>Souley Kianeye</i>	<i>Point focal</i>	<i>DDDA</i>	96 29 81 98
10	<i>Mariama Idrissa</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>DDE</i>	96 26 62 66
11	<i>Abdelkader Mahaman</i>	<i>SG</i>	<i>OSV Safo</i>	96 42 24 62
12	<i>Chaibou Saley</i>	<i>Membre CSR</i>	<i>DDH</i>	96 59 85 96
13	<i>Abdou Djibo</i>	<i>SG</i>	<i>OSV Sarkin Yamma</i>	96 67 76 58
14	<i>Sani Moussa</i>	<i>Maire</i>	<i>Sarkin Yamma</i>	96 59 41 13
15	<i>Baoua Issoufou</i>	<i>CP</i>	<i>APCAN</i>	96 52 08 54
16	<i>Saley Moussa</i>	<i>Maire</i>	<i>Djirataoua</i>	96 52 08 71
17	<i>Moumouni Adamou Idé</i>	<i>SG</i>	<i>OSV Djirataoua</i>	97 61 68 73
18	<i>Saydi Mamane</i>	<i>Maire</i>	<i>Dan Issa</i>	96 97 04 07
19	<i>Zakari Amadou</i>	<i>SG</i>	<i>Dan Issa</i>	97 85 35 15
20	<i>Salissou Issoufou</i>	<i>Membre</i>	<i>Mairie Madarounfa</i>	96 13 76 83
21	<i>Sani Hamissou</i>	<i>Maire</i>	<i>Madarounfa</i>	96 26 66 40

Bibliographie

- Abdallah Samba, (non daté), "Analyse et harmonisation des outils d'alerte précoce : Proposition d'un outil harmonisé et consolidé d'alerte précoce, d'identification des zones à risque et de ciblage des populations vulnérables, rapport de synthèse)", CARE/APCAN.
- Alhassane Aghali, (2009), Pré-évaluation du projet APCAN (rapport de mission), CARE/APCAN.
- Allakasso B., A. Balla et A. Alhassane, (2006), "La mise en place des structures communales de suivi de la vulnérabilité dans les départements de Tanout, Madarounfa et Filingué", Rapport conjoint de mission. CARE/APCAN.
- Azara Mallam Sully, Abdallah Samba, (non daté) "Analyse et harmonisation des outils d'alerte précoce. Proposition d'un outil harmonisé et consolidé d'alerte précoce, d'identification des zones à risque et de ciblage des populations vulnérables, rapport final), CARE/APCAN.
- Azara Mallam Sully, Adam Toudou, Abdallah Samba, (non daté), "Ciblage des populations vulnérables (Guide et questionnaires)", CARE/APCAN.
- Balla Abdourahmane, (2007), "Etat des lieux sur la vulnérabilité des ménages au niveau local, Volet évaluation de base de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois dans les départements de Filingué, Madarounfa et Tanout" (version définitive), CARE/APCAN.
- Balla Abdourahmane, Dan-Guiwa Abdou, Koré Harouna, Yamba Boubacar, (non daté), "Etat des lieux sur la vulnérabilité des ménages au niveau local" (Synthèse et version définitive), CARE/APCAN.
- Bangana Ibrahim, Assoumane Samaila, (non daté), "Etude sur la définition d'un programme de renforcement des capacités des acteurs du DNP-GCA", CARE/APCAN.
- Boulangier P-M, Michiels D., De Jaegher C., (2004), Systèmes d'information pour la sécurité alimentaire - L'expérience AEDES en Afrique, L'Harmattan.
- CARE/APCAN, (non daté), "Document de système de Suivi et évaluation du projet APCAN" CARE/APCAN, (2008), "Evaluation interne du fonctionnement du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger (DNP-GCA) dans les sites tests du projet APCAN"
- CARE Niger, Rapport annuels d'activités et financiers 2006 à 2008 du projet APCAN.
- Comité Technique APCAN, Comptes rendu de réunions 2006 à 2009

Dan-Guiwa Abdou, Bakalmale Adamou, (2007), "Etat des lieux sur la vulnérabilité des ménages au niveau local (volet la vulnérabilité et les stratégies de survie des ménages au niveau des départements de Filingué, Madarounfa et Tanout", CARE Niger.

Koré Harouna, (2007), "Etat des lieux sur la vulnérabilité des ménages au niveau local, volet économie des ménages", CARE Niger.

Midou Bawa Youssifi, (2007), "Guide d'utilisation des bases de données: indices de vulnérabilité des différentes communes ; suivi permanent des zones vulnérables", CARE Niger.

Moussa Moumouni, (2008), "Caractérisation et essai d'identification des causes profondes de la malnutrition et des pratiques alimentaires chez le jeune enfant dans le département de Madarounfa (Mémoire de fin d'étude en DESS), CARE Niger.

Niger, (2000), "Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire pour le Niger"

Niger1, (2002), "Décret N°2002-222/PM du 03 Septembre 2002, portant création d'un Comité national de prévention et de gestion des crises alimentaires (CNP-GCA) et fixant sa mission", Polycopie.

Niger, (2003), "Stratégie de développement rural".

Niger, (2005), "Accord-cadre entre l'Etat du Niger et les Donateurs relatif au renforcement du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires", Polycopie.

Niger/PM/CC/SAP, 2006, "Décision N°000021/PM/CC/SAP du 14/8/2006, portant création d'un Comité Technique du Projet d'Appui au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger, APCAN"

Rabo Abdoul Aziz, 2008, "Caractérisation de l'Etat de la vulnérabilité des populations locales à travers l'analyse des profils alimentaires des ménages (rapport de stage), CARE Niger.

Rigo Sani, 2006, Mission d'information et de prise de contact dans les communes d'intervention de APCAN (département de Filingué, Madarounfa et Tanout).

Rigo Sani et Akambo Aboubacar, 2007, "La mise en place des observatoires de suivi de la vulnérabilité dans huit communes de la zone d'intervention" (rapport de mission).

Saïdou OUA et Abdourahamane BALLA, (2007), "Mise en place de cadres de concertation fonctionnels sur le suivi de la vulnérabilité dans les départements de Madarounfa, Tanout et Filingué", Rapport de mission.

Yamba Boubacar, (2007), "Etat des lieux sur la vulnérabilité des femmes rurales dans les Communes des départements de Filingué, Madarounfa et Tanout", CARE Niger.

Guides d'entretiens

Canevas pour les entretiens avec les CSR/PGCA

Fonctionnement CSR

- Structures représentées dans le CSR ? Structures représentées par des femmes ?
- Ancienneté des représentants du CSR dans le département ?
- Quelle est la fréquence des réunions du CSR ?

Contexte

- Depuis la création d'APCAN, les populations du département ont-elles été confrontées à une crise alimentaire, nutritionnelle ou autre ? Ampleur (modérée, grave) ?

Formations, ateliers et études appuyés par APCAN

- Quelles sont les formations et ateliers du projet APCAN auxquelles le CSR a participé ? Appréciation/Intérêt, Utilité/bénéfice pour le CSR ?
- Concernant les études (état des lieux de la vulnérabilité des ménages) : Le CSR a-t-il été impliqué dans la phase de recueil ou analyse des données ? A-t-il reçu le(s) rapport(s) ? Les membres du CSR en ont-ils pris connaissance ? Les analyses contenues sont-elles utilisées dans le suivi de la situation alimentaire effectué par le CSR ?

Fonctionnement du recueil et de l'analyse des informations

- Quelles sont les relations/contacts que le CSR entretient avec les OSV et les SCAP/RU ?
- Les fiches transmises par les OSV (SCAP/RU) sont-elles régulières ? Arrivent-elles à temps ? Sont-elles bien remplies ?
- Comment est organisé le stockage des données (base de données = BD), facilité d'utilisation ? Quel service/membre en est responsable ? Quelle est l'utilité de la BD pour le CSR ? Comment s'effectue la transmission des données vers Niamey ?

- Comment s'organise le remplissage du rapport mensuel synthétique ? Quel service/membre en est responsable ? Quelle en est l'utilité pour le CSR ? A qui est-il transmis ? Niamey, niveau régional, départemental ?
- Comment s'organise le remplissage des fiches d'identification des zones vulnérables ? Quel service/membre en est responsable ? Les fiches envoyées par les OSV facilitent-elles leur remplissage ?

Conclusions

- Les outils de recueil et d'analyse de l'information produits par APCAN (en concertation avec le SAP) ont-ils amélioré l'analyse de la situation alimentaire ?
- Les structures implantées par le projet (OSV et SCAP/RU) ont-elles permis une meilleure appréciation de la situation alimentaire ?
- Quels sont les points forts et les points faibles de ces structures ?
- Les outils et structures mis en place par APCAN ont-ils permis un meilleur ciblage de la vulnérabilité et une réponse plus adaptée aux crises ?

Canevas pour les entretiens avec les OSV et SCAP/RU

Fonctionnement OSV ou SCAP/RU

- Date de création ? Nombre de participants ? Ratio de femmes ?
- *OSV : Structures représentées (ou fonction) de la commune ?*
- Quelle est la fréquence des réunions ?

Contexte

- Depuis la création d'APCAN, les populations ont-elles été confrontées à une crise alimentaire, nutritionnelle ou autre ? Ampleur (modérée, grave) ?

Formations, ateliers et études appuyés par APCAN

- Quelles sont les formations et ateliers du projet APCAN auxquelles les membres ont participé ? Appréciation/Intérêt, Utilité/bénéfice pour l'OSV ou SCAP/RU ?
- Concernant les études (état des lieux de la vulnérabilité des ménages) : Des membres de l'OSV ou SCAP/RU ont-ils été impliqués dans la phase de recueil ou analyse des données ? Ont-ils reçu le(s) rapport(s) ? Les membres en ont-ils pris connaissance ? Les analyses contenues sont-elles utilisées dans le suivi de la situation alimentaire ?

- Quelle est la périodicité de passage de la structure (ONG, CSR) chargée de vous appuyer dans votre travail ? Donne-t-elle satisfaction ? Si l'appui est interrompu, avez-vous encore besoin d'aide ?

Fonctionnement du recueil et de l'analyse des informations

- Quelles sont les relations/contacts que l'OSV ou SCAP/RU entretient avec les autres structures CSR, OSV ou SCAP/RU (selon les cas) ?
- *OSV : Les fiches transmises par les SCAP/RU sont-elles régulières ? Arrivent-elles à temps ? Sont-elles bien remplies ?*
- *SCAP/RU : Quelles difficultés ont-ils à remplir les fiches ?*
- Comment est organisé le stockage des copies des fiches ? Comment s'effectue la transmission des données vers la commune ou le département ?
- Comment s'organise le remplissage des fiches (d'indice de vulnérabilité ou de suivi permanent pour l'OSV et fiche de collecte de données pour le SCAP/RU) ? Quel service/membre en est responsable ? Validation en assemblée ?
- *OSV : Les fiches envoyées par les SCAP/RU facilitent-elles le remplissage des fiches ?*
- *SCAP/RU : Le volontariat est-il bien accepté par les membres ? Recevez-vous des aides pour effectuer le travail ?*
- *SCAP/RU : comment est discuté les réponses à apporter aux crises vécues par les communautés ?*

Organisation de la réponse aux crises

- Si une alerte a été déclarée par la communauté ou la commune, quels ont été les actions et les moyens dégagés pour y faire face ? Etait-ce suffisant ?
- Le DNP-GCA vous a-t-il appuyé dans la résolution de la crise ? Les actions et les délais de réaction permettaient-ils de répondre aux besoins ?

Conclusions

- Quels sont les points forts et les points faibles de votre structure OSV ou CAP/RU ?
- Quels sont les principaux apports du projet APCAN pour vos communes ou communautés ? (Reconnaissance/légitimité/empowerment/amélioration du ciblage ou de la réponse,...)
- Quelles améliorations seraient souhaitables ?
- Comment assurer la poursuite des activités si le projet s'arrête ?

